

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée est de trois mois, dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de Police et à l'administration du journal. Maksimilianovskij (ancien Gloukhov) pereoulok, 15.
Abonnements pour l'Intérieur: adresser les etres vs Praznienie ierniye du journal de St-Petersbourg, Maksimilianovskij pereoulok, n° 15 et à l'ancienne bande d'essai du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbre-poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'administration du journal, Maksimilianovskij pereoulok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

SAINT-PÉTERSBOURG, 18 mai.

uite et de tristesse qui sied à une princesse
ne, belle et intéressante. Le dénuement où
se trouve réduite, lui semble avoir l'é-
anété et l'imprévu d'un roman. Elle se voit
même persécutée d'un conte de fées.

— et nous avons eu soin d'en tenir compte dans nos précédentes appréciations — la crise actuelle ne serait point un malheur pour la France si elle servait à démontrer que ce pays a de quoi renouveler son personnel gouvernemental et que les grands caractères comme les grandes capacités ne lui font pas défaut.

Un mot en terminant sur les conclusions qu'on se plaît à tirer du mouvement de la Bourse de Paris. Une forte hausse s'est produite dès dimanche et a continué lundi. On en a voulu déduire des conséquences politiques dont il est bon de ne pas être dupe. La Bourse avait d'abord baissé quand M. Thiers a été battu par l'adoption de l'ordre du jour Ernoul; elle s'est ensuite lancée dans la voie opposée. Si nous ne nous trompons, ce mouvement est surtout un hommage de bienvenue rendu à M. Magne, qui, comme ministre des finances, a toujours eu des attentions particulières pour la spéculation et n'a pas dédaigné de mêler parfois les finances publiques à ses opérations. Le caractère de symptôme politique doit donc être écarté quand on veut apprécier la hausse qui vient de se produire à Paris.

Les journaux de Vienne sont obligés de repenser de la crise de la Bourse, qu'on espérait, il y a quinze jours, voir conjurée, grâce à l'émission de papier-monnaie par la Banque nationale. On avait essayé depuis lors quelques élan financiers, mais ceux qui les ont tentés ont bien vite été désemparés et l'on reconnaît de plus en plus qu'une liquidation très large, embrassant non nombre de sociétés fondées dans ces dernières années, pourra seule dégager le marché au point de permettre un jour la reprise régulière des affaires de Bourse. Encore ne se dissimule-t-on plus que ce jour est assez éloigné et qu'il devra être précédé de crises et de convulsions proportionnées en quelque sorte aux excès dans le sens opposé auxquels on s'était laissé aller pendant une longue série d'années. A l'heure qu'il est, les affaires sont à peu près arrêtées et l'on redoutait surtout l'échec d'aujourd'hui. 30 mai, qui pouvait amener de nouvelles catastrophes en constatant l'insolvabilité d'un certain nombre de banques et de spéculateurs.

DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES AGENCE INTERNATIONALE

Rome, lundi 26 mai.

S. M. l'impératrice de Russie est arrivée aujourd'hui à midi à Rome, avec S. A. I. M^{me} la grande-duchesse Marie Alexandrovna. Sa Majesté a été reçue à la gare par S. M. le roi Victor-Emmanuel, les princes de la famille royale, les autorités de la ville, les ministres et plusieurs représentants des puissances étrangères. S. M. l'impératrice est revenue de la gare en ville en voiture découverte, accompagnée de S. M. le roi, de M^{me} la grande-duchesse Marie Alexandrovna et de M^{me} la princesse royale d'Italie. Les troupes et la garde nationale formaient la haie des deux côtés des rues. Une foule immense se pressait sur le parcours du cortège.

Autre dépêche.

Paris, mercredi 28 mai, au soir.

Le bruit court à la Bourse qu'il serait question d'une proposition tendant à proclamer la république et à nommer le maréchal Mac-Mahon président de la république pour cinq ans.

Autre dépêche.

Versailles, mardi 27 mai, au soir.

On assure que la majorité de l'Assemblée nationale est résolue, afin de prévenir le retour d'une crise gouvernementale, à garantir l'irresponsabilité du président de la république, en fixant ses pouvoirs pour la durée de cinq ans.

L'ordre du jour du général Chanzy, annonçant à son corps d'armée l'élection du duc de Magenta à la présidence de la république, dit que cette élection est un honneur pour l'armée, laquelle saura justifier cet honneur en donnant l'exemple du devoir, de la discipline et du patriotisme.

Du 29 mai. — Le Journal officiel publie les nominations de six préfets qui changent de poste, de deux nouveaux préfets, de trois secrétaires généraux et de vingt et un sous-préfets.

Autre dépêche.

Berlin, mercredi 28 mai, au soir.

La *Provinzial-Korrespondenz* constate que l'Allemagne est loin de songer à vouloir s'immiscer dans les affaires de la France et que pour l'Allemagne la seule condition déterminante est l'attitude de la France quant aux engagements contractés par elle.

Pour ce qui concerne les vues attribuées au gouvernement français dans les questions confessionnelles, la *Provinzial-Korrespondenz* croit que ces vues pourraient difficilement prévaloir avec succès dans la politique extérieure de la France, et que, en tout cas, l'Allemagne peut considérer le

nouvel état de choses établi en France avec une complète tranquillité.

Dépêche reçue aujourd'hui vendredi.

Versailles, jeudi 29 mai, au soir.

Le rapport de M. Léon Ryant sur le matériel de guerre conclut à la nécessité de consacrer 1,400 millions à refaire le matériel des arsenaux.

On assure que M. Thiers partira prochainement pour l'Italie. Relativement au prince Napoléon, on affirme que le président de la république a déclaré qu'aucune loi ne lui fermerait les portes de la France, mais aurait ajouté que si le prince avait le sentiment de ses devoirs, il resterait à l'étranger.

Voilà la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Le Parlement de l'empire a ouvert dans sa séance du 26 mai les débats sur le budget et les lois financières (augmentation des traitements des officiers, agrandissement des écoles militaires, dédommagements aux officiers et fonctionnaires pour frais de logement, crédits pour les besoins de la marine).

M. DELBRÜCK, président de la chancellerie de l'empire, a fait un exposé de la situation financière.

L'indemnité de guerre à payer par la France, y compris les contributions locales, forme, a-t-il dit, un total de 1,395,545,865 thalers, sur lequel a été réservée une somme de 400 millions de thalers, conformément à la loi votée l'année dernière. Le solde disponible est ainsi de 995,545,865 thalers. Sur ce montant la France a déjà acquitté 722,879,193 th.

Le solde à payer monte par conséquent à 272,666,667 thalers. Déduction faite des sommes affectées aux besoins généraux de l'empire, il reste à répartir 596 millions entre les Etats de l'ancienne Confédération et l'Allemagne du Nord et du Sud. Ces derniers ont déjà reçu 101 millions, soit 10 millions de plus que ce qui leur revenait en proportion des versements effectués par la France. Pour ce qui concerne les 400 millions de thalers réservés, on a affecté 187 millions à la caisse des invalides, 72 millions à la transformation des fortresses et 37 millions aux chemins de fer de l'Alsace-Lorraine, en tout 317 millions, de sorte que 83 millions restent disponibles.

Quant au budget, M. RICHTER et BENDA ont critiqué le système des budgets militaires en bloc, ce qui a fourni à M. DE KAMKE, adjoint du ministre de la guerre, l'occasion de déclarer que pour 1874 il n'était pas encore possible de présenter un budget détaillé, mais que lui non plus, personnellement, n'était point partisan des budgets en bloc.

M. RICHTER a parlé pendant une heure et demie et s'est répandu en critiques si acerbes qu'il s'est attiré une vive sortie de M. LASKE et une réutation du chancelier de l'empire, PRINCE DE BISMARCK, auquel l'orateur progressiste avait prêté l'assertion : que lui, chancelier, aurait désiré que la Constitution de l'empire reçût un développement plus conforme aux principes et aux vœux du parti progressiste. Le prince a énergiquement contesté l'exactitude de l'allégation de M. Richter.

La discussion générale, qui avait dû être ajournée à la séance du lendemain, 27, s'est terminée à cette date par le renvoi à la commission du budget de tous les chapitres de la loi financière concernant l'armée, la marine, les traitements des officiers, les indemnités pour frais de logement, etc., — tandis que les autres chapitres seront seuls discutés en séance plénière sans renvoi à la commission.

Au cours de la discussion, M. DELBRÜCK a déclaré que les gouvernements confédérés n'accepteraient la suppression de l'impôt sur le sel que contre une compensation suffisante, et que les comités compétents du conseil fédéral se sont prononcés à l'unanimité contre une compensation qui consisterait dans l'imposition du tabac et des valeurs de Bourse.

Le 26 mai au matin a eu lieu au champ de Tempelhof, en présence de S. M. l'empereur Guillaume, la grande parade de printemps des troupes de la garnison de Berlin, et le lendemain, 27, celle des troupes de la garnison de Potsdam.

Le général comte Menabrea a passé ces jours-ci par Berlin. Le comte de Launay, ministre d'Italie, a donné le 27 mai un dîner en son honneur.

M. de Kendl, ancien ministre d'Allemagne à Constantinople, et désigné, comme on sait, pour le poste de ministre auprès du roi d'Italie, est arrivé à Berlin le 26 mai.

Au dire de l'*Augsburger Zeitung*, la nomination du comte de Münster au poste d'ambassadeur d'Allemagne à Londres serait un fait accompli. Les journaux de Berlin les plus récents, que nous avons sous les yeux, ne confirment pas cette nouvelle de la feuille bavaroise.

C'est pendant la revue même à laquelle il assistait à Potsdam, le 25 mai, que le comte Koutousov, agent militaire de Russie à Berlin, a été frappé du coup d'apoplexie auquel il a succombé le lendemain. Il est tombé de cheval et gisait sans connaissance lorsque le médecin militaire, qui arriva sur-le-champ, vint lui donner les soins que réclamait son état.

On lit dans la *National-Zeitung* du 28 mai :

« L'homme dont le pouvoir a été renversé

en France le 24 mai, et qui avait rendu à son pays des services qu'aucun Français n'a jamais égalés, a pu enregistrer trois graves échecs dans le cours de son existence aussi longue que remplie d'événements.

« C'est lui qui en février 1848 avait pris l'initiative des « banquets de réforme ». Trop tard il déclara qu'on devait les interdire, en ajoutant : « qu'en bon citoyen, il préférerait le ridicule. »

« En automne 1851 il était la première noblesse d'une assemblée qui, pareille à la Chambre actuelle, tendait à une coalition des partis royalistes pour établir un régime provisoire. Le coup d'Etat déjoua les plans de cette coalition et M. Thiers fut envoyé en exil. Mais l'empire dut accorder l'accès de la tribune à un homme d'une aussi infatigable vigueur intellectuelle, et plus tard la France, vaincue par les armes de l'Allemagne, n'hésita pas un instant à l'envoyer, comme mandataire de vingt-six départements, à l'Assemblée Nationale, qui le plaça immédiatement à la tête du pouvoir.

« L'échec du 24 mai est le plus grave que M. Thiers ait subi, mais aussi son échec le plus glorieux. Après des services incomparables, l'ingratitude de son moment même où, fort de ses convictions, il allait encore rendre un plus grand service à son pays. La Constitution Rivet l'avait investi de la présidence jusqu'à l'époque de la dissolution de l'Assemblée. Il était donc formellement autorisé à accepter la lutte avec la Chambre. Il ne l'a pas voulu, parce que la lutte parlementaire aurait probablement allumé la guerre civile et qu'il ne considérait pas la guerre civile comme un remède aux maux de la France.

« La mémoire de ce vieillard, qui a bien mérité de sa patrie, n'en sera que plus honorée. En 1870 il disait à l'empire : « il ne reste plus une faute à commettre ! » Le 24 mai 1871 il a lancé à ses adversaires un mot plus dur encore : « La dictature des grands hommes nous perd, la dictature des petits ne nous perd pas moins, mais il y a la gloire en moins. »

La *National-Zeitung* conclut en disant que si pour la France commençait la « dictature des petits », la France serait sur le chemin des républiques espagnoles.

PRUSSE. — Le comte et la comtesse de Flandre sont arrivés le 24 mai à Breslau, venant de Vienne.

— L'aide de camp de S. A. R. le prince Frédéric-Charles de Prusse qui a adressé au reporter du *New-York Herald* la lettre que nous avons publiée ces jours-ci, concernant le maréchal Bazaine, est M. de Normann, capitaine de cavalerie.

(*Kölnische Zeitung*.)

BAVIÈRE. — On se souvient que le tribunal militaire de Munich avait condamné le capitaine Bets et le lieutenant Rebay à un an de prison, avec perte de leur grade, pour avoir emmené de Sedan un chien qui ne leur appartenait pas. Une dépêche de Munich, 27 mai, annonce maintenant que l'auditorat général a infirmé le jugement du tribunal militaire de première instance et acquitté les deux officiers.

ALSACE-LORRAINE. — Strasbourg, 27 mai. — Le président supérieur de l'Alsace-Lorraine a prolongé pour le terme d'un an la suspension du conseil municipal de Strasbourg.

Autriche-Hongrie.

Les journaux de Vienne sont unanimes à déplorer la chute de M. Thiers et de son gouvernement et n'ont qu'une médiocre confiance dans le nouveau régime qui vient de s'installer à Versailles.

Les deux *Reichenbiller* voient dans l'avènement du maréchal de Mac-Mahon une dictature plus ou moins prochaine. Le *Vaterland* (clérical) répond d'avance à ceux qui soupçonnaient le duc de Magenta de vouloir jouer le rôle de Monk, que celui-ci n'avait devant lui qu'un prétendant (Charles II), tandis que M. de Mac-Mahon en aurait trois.

Le *Volksfreund* (également clérical) est d'avis « que les destinées de la France ne sont pas bien sères entre les mains d'un soldat qui n'est pas homme politique et auquel le calme du diplomate est totalement étranger ». La *Neue freie Presse* craint que l'évolution qui vient d'avoir lieu en France n'inaugure une nouvelle ère de luttes intestines et de violents combats entre les partis. La *Presse* s'en prend aux « bourgeois » de Paris, lesquels, suivant elle, « escomptent d'avance, avec l'instinct qui leur est propre, les actes d'un ministère dans lequel ils voient une nouvelle édition des cabinets du second empire ». La *Deutsche Zeitung* lance les invectives les moins parlementaires contre la droite de l'Assemblée de Versailles, et la *Tages-Presse*, ainsi que le *Wanderer*, le *Tagblatt*, la *Vorstadt-Zeitung* et la *Morgen-Post* s'expriment également en termes peu modérés contre les partis coalisés qui ont renversé le gouvernement de M. Thiers.

On écrit de Trieste à la *Deutsche Zeitung* que la canonnière *Velibek* a été envoyée, pour protéger les sujets autrichiens, à Barcelone, où la corvette *Dandolo* s'est déjà rendue du port du Pirée.

Le mouvement électoral est déjà complètement organisé dans la partie italienne du Tyrol. Le parti constitutionnel s'efforce d'y obtenir des élections qui auraient pour conséquence de faire représenter à l'avenir le Tyrol italien au Reichsrath et cela par des députés appartenant au parti progressiste.

Encore un chef de comptoir de Bourse qui a pris la clef des champs. C'est le nommé Jacques Grün, qui avait son bureau à Vienne. Cette banqueroute atteint un nombre considérable de personnes et à l'heure qu'il est on ne

connaît pas encore le montant des sommes détournées. La police poursuit les banqueroutiers sous prévention de fraude.

NOUVELLES DE L'EXPOSITION. — On travaille avec la plus grande activité à l'exposition des amateurs. Les sections arpentées jusqu'à présent dans cette section représentent une valeur de 25 millions. Le 25 mai on a débalté des antiquités envoyées par le baron de Rothschild, représentant une valeur d'environ un million et demi. Parmi ces objets il y a un service d'argent estimé à un demi-million.

— L'administration des chemins de fer de l'Etat et de la ligne François-Joseph aurait été invitée par le ministre du commerce à tenir prêts des trains destinés à transporter à Vienne, par la voie de Prague, 10,000 Américains qui viennent visiter l'exposition et qui doivent, dit la *Neue freie Presse*, arriver un de ces jours à Hambourg.

France.

(Corresp. part. du Journal de St-Petersbourg.) Paris, 26 mai.

L'événement le plus grave qui se soit passé depuis deux ans s'est accompli dans la nuit de samedi. Le 24 mai, jour anniversaire du triomphe de M. Thiers sur la Commune, M. Thiers était renversé par une majorité de seize voix.

Huit personnes ont décidé du sort de la France, et ouvert une série d'incidents politiques dont il est impossible de prévoir l'issue. Il y a deux ans, M. Thiers, répondant à quelque attaque de la droite, disait : « Attendez encore un peu, Paris va être pris, et la situation sera à la hauteur de votre courage et de vos capacités. » La droite a attendu en outre la pacification du pays, le paiement presque intégral de l'indemnité, et la convention avec la Prusse, avant de prendre au mot l'illustre homme d'Etat; mais cela fait, elle a suivi à la lettre son conseil. Peu de spectacles ont été aussi tristes pour la nature humaine que celui de cette longue lutte parlementaire, où l'on a vu les plus mesquines préoccupations de personnes venir se mêler aux questions les plus graves qui furent jamais agitées dans notre pays.

Tout le monde comprenait qu'un terrible orage était inévitable. La dernière semaine des vacances de la Chambre avait été employée par la droite à cimenter la coalition qu'elle appelait « sociale » entre les trois fractions monarchiques, y compris les éléments timides du centre gauche. Son plan de campagne se laissait deviner clairement par le langage des journaux qui soutenaient sa politique, aussi bien que par les conversations particulières. C'est à M. Thiers lui-même que la droite en voulait; le forcer à marcher avec elle ou le renverser, tel était le but qu'elle poursuivait, comme il était aisé de le comprendre, d'après le texte de l'interpellation qu'elle avait présentée, dès la première heure de la réunion de la Chambre. Plus que jamais, les esprits étroits et fanatiques qui siègent de ce côté de l'Assemblée voyaient la société en péril, la religion, la famille et la propriété menacées par la démagogie, et devant ce danger, toute autre considération disparaissait pour eux. L'opinion publique, la tendance générale qui nous entraîne à grands pas vers une démocratie à l'américaine, tout cela est comme non avenu. Qu'on n'aille pas leur parler d'élections futures ou de dissolution : « Nous resterons jusqu'à ce que nous aions changé l'esprit du pays », aurait dit M. le duc de Broglie, comme si toutes les tentatives faites pour détourner de force un courant d'opinion publique n'avaient pas justement le résultat opposé à celui qu'on veut atteindre.

Ce qui ne laisse pas de porter aux plus tristes réflexions, c'est de comparer la faiblesse, l'inanité des remèdes à la grandeur des maux qui menaçaient la France, à en croire la droite. Que désire-t-elle dans de si graves circonstances? Quel moyen a-t-elle pour sauver la société? Un seul, si l'on va au fond des choses : posséder entre ses mains l'administration entière du pays, lui donner un ministère, des préfets, des sous-préfets, des maires, des gardes-champêtres, des agents de tous les degrés, choisis par elle et dévoués à la cause de l'ordre, tout cela en vue des élections futures. Eh quoi ! faire une révolution pour nous ramener aux candidatures officielles de l'empire, à ces candidatures que tout le monde a fustigées, et contre lesquelles plus d'un membre de la droite a sans doute protesté publiquement. Loin de s'y prêter, les électeurs s'enfieraient à l'autre bout, et il n'est candidat démagogue qui ne fût sûr de réussir en de telles circonstances. Le parti conservateur ne voit pas une monarchie sortie d'un coup d'Etat, et appuyée sur la violence, peut seule faire réussir les candidatures officielles. Elles furent possibles après le 2 décembre, grâce aux massacres dans Paris, aux transports dans les provinces, à une terreur générale et à un vaste système de corruption. Un gouvernement fort et solide trouve des agents pour de telles mesures vexatoires, parce que ces agents se croient assurés de l'éternité du pouvoir qu'ils servent et en attendant d'amples récompenses. Mais ils ne sauraient avoir le même zèle pour une Assemblée impersonnelle, dont l'existence ne peut se prolonger au-delà d'un terme fort court. Ajoutons que la loi municipale et la loi départementale, œuvres de la majorité de l'As-

semblée, rendront désormais difficiles les pratiques des maires et des préfets du temps de l'empire.

L'erreur de la droite est donc profonde. Faire un véritable coup d'Etat parlementaire, qui jette le pays dans le trouble, avec une majorité de huit voix, sans avoir une combinaison dynastique à lui offrir, c'est vraiment faire de la révolution, ou du moins agir avec une suprême imprévoyance. La coalition, en effet, qui a renversé M. Thiers a été formée de législatifs, d'orléanistes, de bonapartistes et de quelques indécis. Cette coalition se retrouverait-elle pour former une monarchie quelconque? Evidemment non. La première condition de l'accord momentané de ces partis contraires a été d'écarter absolument l'hypothèse qui eût porté M. le duc d'Annamite à la succession de M. Thiers. Les bonapartistes et législatifs purs en faisaient une condition absolue. Ce qui s'est passé dans cette circonstance se passera quand on prononcera le nom du prince impérial ou qu'on parlera du drapeau blanc. La coalition peut être puissante, comme instrument de réaction; elle est absolument impuissante pour rien fonder.

La première mesure prise par M. Thiers pour se présenter devant la Chambre avait été la modification de son cabinet. M. Thiers avait cru se donner de la force en confiant tous les portefeuilles à des membres du centre gauche, et en se séparant à contre-cœur de M. Jules Simon, contre lequel se sont réunies les plus injustes, mais les plus vives antipathies de la droite. Le choix de son successeur, M. Waddington, esprit honnête et appliqué s'il en fut, eût été excellent si la nouvelle combinaison avait été viable. Mais on sentait qu'un courant plus fort entraînait tout. M. Thiers était ému des menaces qui allaient grossissant dans les rangs du parti conservateur; mais il était décidé à ne pas céder. Les élections « rouges », qui ont tourné la tête à tant de gens jusqu'ici modérés, ne lui causaient pas le même effroi. A tort ou à raison, il ne voulait pas croire à une prochaine Chambre radicale. Il ne pensait pas qu'aucun changement considérable dans l'administration du pays fût nécessaire, et quant à être le simple instrument du pouvoir de la droite, il fallait peu le connaître pour croire que cela fût possible. Le rôle d'un souverain constitutionnel ne pouvait lui aller; il n'en a ni le rang élevé ni les traditions, ainsi qu'il le répète à qui veut l'entendre, et il n'en eût jamais accepté le rôle effacé.

La politique de M. Thiers consistait à proclamer la république et à présenter les lois organiques des pouvoirs publics, qui formaient dans leur ensemble une véritable Constitution. Nous n'avons pas à revenir sur ces projets, très-critiquables dans le détail, qui sont allés rejoindre tant d'innombrables projets de Constitution dans le pays de l'oubli. Le provisoire était, aux yeux de M. Thiers, comme il l'est, il faut le dire, aux yeux de tous les gens sensés, le grand mal qui permettait et causait à la fois le progrès du radicalisme.

La droite n'a pas voulu perdre un jour. M. le duc de Broglie, le chef principal de cette campagne, a ouvert le feu avec cette remarquable aigreur et cette sornioiserie contenue qui le caractérisent. M. Dufaure, en défendant le gouvernement, a été maladroit. M. Dufaure n'est décidément en aucune manière un homme d'Etat. C'est un avocat, un magistrat expérimenté, et un fort honnête homme, rien de plus. M. Thiers a voulu être entendu. Son discours a répondu à ce que toutes les personnes au courant de ses sentiments pouvaient prévoir. Il n'a pas fait un effort pour détacher de la coalition un seul de ses ennemis; mais tentative de conciliation, nul artifice de persuasion. On sentait que le vieil homme d'Etat avait été profondément blessé, et qu'il eût regardé comme au-dessous de sa dignité de faire des efforts pour conserver un pouvoir qu'il avait affecté tant de fois de vouloir quitter.

Quant on pense que tout a dépendu de la résolution finale d'une dizaine d'indécis, on regrette un peu que M. Thiers n'ait pas fait quelques sacrifices qui peut-être lui eussent gagné quelques voix. Le coup de foudre final contre M. de Broglie a sa justesse et son éloquence; mais peut-être a-t-il irrité. Quant à tous les développements sur l'avenir de la France, l'impossibilité de constituer une monarchie avec trois compétiteurs, et, dans une pareille situation, de faire autre chose que la politique de bascule, c'était le bon sens même. Mais M. Thiers lui-même n'a jamais dépassé l'éloquence, la grande tournerie, la résolution avec lesquelles ces vérités ont été dites.

On sait ce qui a suivi. Une fois le vote acquis sur l'ordre du jour de M. Ernoul, la décision de M. Thiers ne faisait de doute pour personne. La séance où cette décision a été annoncée et acceptée est une triste exemple d'ingratitude et d'aveuglement politiques. Nous croyons que jusqu'au dernier moment la désignation du successeur de M. Thiers n'était de la part de la majorité l'objet d'aucun plan arrêté. Le duc d'Annamite a été écarté, il restait le général Changarnier, M. Buffet, le maréchal Mac-Mahon. L'impartialité nous oblige à reconnaître que la coalition a donné une preuve de sens en ne confiant pas une pareille

aventures dont les entretient la lecture complaisante.

Le talent de M. Cabanel s'affirme et s'élève avec la science de la comtesse de M. A. est une des choses les mieux réussies dans son genre. Peints avec une finesse et une délicatesse extrême, la tête de la jeune femme émerge de la robe de velours noir garnie de zibeline. Gracieuse, jolies, hautes, les lèvres presque parlantes animées par le mouvement de la pensée vont s'ouvrir. Le regard, tout chargé d'effluves brûlantes se voile à demi, mais ne se baisse point, il a l'air de chercher et de commander. La poitrine est d'un blanc pur nacré et d'un modelé exquis. Les bras sont moins parfaits, tout en restant fort beaux.

Le second portrait, beaucoup plus petit, a peut-être plus d'expression et de naturel. Une jeune femme, à la chevelure rousse capricieusement relevée au-dessus de sa tête, est occupée à cacher ses jolis doigts dans une paire de gants. Son action et son geste sont saisis sur le vif, on dirait qu'elle n'a pas fait autre chose en sa vie, tant elle le fait avec aisance et grâce. La main potelée est fine cependant et tout-à-fait charmante; elle a une physionomie à elle; elle n'est pas cette main de convention que quelques peintres s'obstinent à mettre dans tous leurs tableaux. La robe cou-

lèche à M. le général Changarnier. M. Buffet, par son indécision, son éternelle manie de donner sa démission, ses scrupules méticuleux, était aussi bien peu propre au rôle qu'il s'agit de jouer. Restait le maréchal Mac-Mahon, qui non seulement n'a rien fait pour braver la haute fonction où il vient d'être élevé, mais qui ne l'a acceptée qu'avec répugnance. Cette répugnance fait honneur à la droiture et à l'honnêteté du maréchal. M. Mac-Mahon est un brave et loyal militaire; ce n'est pas un politique. Que fera-t-il au milieu des difficultés énormes qui vont se présenter? L'idée d'une dissolution de l'Assemblée s'offrirait certainement plus souvent à son esprit que ne le voudront ceux qui l'ont porté au pouvoir. Un appel direct au pays sous forme de plébiscite sourit en général aux militaires; mais sous quelle forme le faire? L'imprévu joue un tel rôle dans les affaires du moment qu'il vaut mieux s'interdire toute conjecture. Les faits parleront dans quelques jours.

Que vont devenir les vaincus de la lutte d'hier, et dans quelle position les divers partis restent-ils? Tout le monde se demande ce que va faire M. Thiers. Mettra-t-il sa grande expérience et son éloquence redoutable au service du parti républicain, unifié et guidé par lui plus que jamais, ou se retirera-t-il, pour se livrer à des études que son esprit ouvert a toujours recherchées? Il y a quelques jours, M. Thiers, prévoyant déjà la possibilité d'un échec, disait hautement qu'il prendrait cette dernière résolution. Mais aujourd'hui, nous sommes sans données certaines pour apprécier cet élément important de notre situation politique. S'il est un parti qui sorte amoindri des graves incidents que nous venons de traverser, c'est bien le parti orléaniste. Tout s'est passé sous les yeux des princes d'Orléans sans que leur présence pesât d'un atome dans les décisions prises; c'est une annulation politique qui s'accuse de plus en plus. Le parti bonapartiste est celui qui semble, au milieu de toutes ces divisions, avoir le plus gagné; le rôle de M. Rouher a étonné et beaucoup frappé les observateurs attentifs. Les radicaux enfin ont jusqu'ici évité la faute capitale de provoquer des désordres; au contraire, ils paraissent comprendre que la réserve est leur seule politique pour le moment. L'ordre matériel n'a pas été troublé dans Paris et nul indice ne fait craindre qu'il le soit, jusqu'à nouvel ordre. La bourgeoisie cependant est inquiète et mécontente. Elle se méfie et se considère comme blessée par la retraite de M. Thiers, en qui elle personnifiait ses tendances.

Un fait bien significatif, c'est la déclaration de quinze députés qui viennent d'apprendre au public que tout en ayant voté l'ordre du jour Ernoul, ils sont résolus à accepter la solution républicaine, telle que M. Thiers l'entendait, et à mettre fin au provisoire. Il importe peu de chercher à éclairer l'étrange raisonnement qu'on put se faire ces honorables députés; il suffit de constater que voilà quinze voix sur lesquelles on ne peut compter pour une combinaison monarchique, à moins que les signataires ne continuent à pratiquer la logique singulière qui les a guidés samedi. On voit qu'une majorité monarchique n'existe pas à l'heure qu'il est. Que serait-ce donc s'il s'agissait de décider entre telle ou telle monarchie?

La liste du nouveau ministère a paru ce matin au *Journal officiel*. M. de Broglie est, comme on le sait, le chef du cabinet; le reste a peu de couleur. M. Beulé et M. Batbie sont des esprits cultivés, libéraux, quoi qu'ils fassent et quoi qu'ils disent, et dont il ne faut pas attendre, ce semble, de grandes violences réactionnaires. L'entrée de M. Magne au ministère est une concession importante faite aux bonapartistes. M. Ernoul seul représente la droite extrême avec ses prétentions les plus étroites. Il est remarquable que le général de Cissey reste ministre de la guerre par intérim, par suite des refus qu'aurait rencontrés les chefs de la situation. On voit combien tout ce mouvement a été peu concerté. Un parti qui arrive au pouvoir sans avoir un ministre de la guerre à lui, n'est pas un parti bien dangereux. Ce n'est pas ainsi que les choses se passaient vers 1851.

Ce qu'il y a de plus grave, c'est que les deux courants qui divisent le pays vont s'éloignant chaque jour davantage l'un de l'autre. On voit de plus en plus qu'il y a deux Frances bien distinctes : la France issue de la révolution de 89 et la France fille aînée de l'Eglise. La conciliation, ou plutôt la pacification, ne se fera entre elles que par l'impuissance absolue de l'une des deux. L'issue d'un tel combat n'est pas douteuse à la longue; car le courant qui entraîne nos sociétés modernes ne peut être remonté. D'ailleurs, entre ces opinions, toutes deux radicales à leur manière, il y a la grande masse des modérés, spectateurs anxieux et stupéfaits de ces luttes déplorables, il y a un public qui veut s'occuper de ses affaires sans avoir à compter avec le résultat des nombreuses « journées » que la Chambre lui prodigue, et cet élément fera triompher sa volonté tôt ou tard. De toute manière, il est impossible de ne pas traiter d'imprudents ceux qui abordent brusquement de telles solutions sans avoir un plan certain de gouvernement. C'est le cas d'appliquer le mot de Catherine de Médicis :

(Voir le supplément.)

et que la fortune lui reviendra. La jeune Henriette avance la tête pour voir le cardinal avec une curiosité enfantine et un joli mouvement d'oiseau effarouché. L'immense lit à colonnes torses et aux tentures rouges tranche par sa richesse avec la pauvreté de celle qui s'y abrite.

Duport. (La princesse Clémence, fille de Charles le Boiteux, comte de Provence, est demandée en mariage par le roi de France à la condition de se montrer nue aux ambassadeurs du roi.) La princesse n'a conservé de ses vêtements que sa riche coiffure d'or; un peu de coquetterie se mêle, sans doute, à la déférence qu'elle montre pour les desirs du roi de France. Les ambassadeurs, assis gravement en face de la jeune fille, examinent avec attention les détails de sa beauté et les gravés dans leur mémoire pour en rendre compte au roi.

Léger et accorte comme le plaisir qui fuit est la jeune femme qui arrache en riant les cheveux blancs de l'homme entre deux âges de M. Gendron.

Plus posée est la matrone qui lui arrache les cheveux noirs éparpillés par le temps. Le bonhomme est d'abord charmé des soins que prennent de lui les deux femmes. Ce n'est que lorsque sa tête est presque dégarnie, et que cheveux blancs et cheveux noirs ont disparu, qu'il se ravise et les congédie, en jurant, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus.

Marguery. Le favori de la coiffe.

(Malaga, XV^e siècle.)

Il fut la proie des corbeaux qu'il avait nourris de la chair de ses ennemis.

Une tête décharnée, plantée au bout d'un poteau, et des corbeaux qui viennent lui becqueter les yeux : voilà ce que l'inconstante fortune a gardé en réserve au favori de la veille, et ce qu'elle promet à celui du lendemain. Cela va être un sermon sur les vicissitudes du sort. L'exécuteur, une épée à la main, et deux nègres accroupis sur un tapis auprès de la mosquée où se passe l'action, composent tout le tableau.

Rien de plus suave, de plus vapoureux que les belles mortes d'amour rassemblées par M. Hammon au triste rivage. Aussi nombreuses que les fleurs des prés, elles se pressent pour saluer la nouvelle habitante de leur sombre demeure, Juliette, Cléopâtre, Francesca, Desdemona, Marguerite, Didon, toutes les héroïnes, les reines, les belles amoureuses chantées par les poètes, toutes les victimes de la jalousie et de la perfidie des humains, se sont donc rendues de vous auprès de la pauvre Ophélie. Un amour de Capidon est à genoux devant elle, et lui répète avec de douces paroles les serments que Hamlet avait oubliés dans ses angoisses vengeresses. Virgile, Ovide, Dante, Shakes-

peare, l'Arioste, le Tasse, Goethe assistent à cette évocation de leurs rêves.

La poésie s'accommode davantage avec les formes voilées et les contours fuyants que M. Hammon a donnés à sa rêverie. L'esprit comble plus volontiers que les yeux, et là où le regard est arrêté par une lacune, l'imagination la franchit.

M. Bonvin nous introduit dans le réfectoire et nous montre les bons pères en train de prendre leur frugal

« Mon fils, il ne suffit pas de tailler, il faut coudre. »

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 26 mai.

Présidence de M. Buffet.

M. LE PRÉSIDENT. Samedi soir, quelques instants après la clôture de la séance, j'ai reçu de M. le président de la république une lettre adressée à l'Assemblée. Bien que cette lettre ait été publiée au *Journal officiel*, je crois convenable d'en donner lecture à l'Assemblée. (Oui ! oui ! — Très bien !)

Suit la lettre.

(Vis applaudissements à droite et au centre.)

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le vice-président du conseil.

M. LE DUC DE BROGLIE, vice-président du conseil. Messieurs, M. le président de la république m'a chargé de lire à l'Assemblée le message suivant :

« Messieurs, l'Assemblée Nationale a la présidence de la république, j'ai exercé sans retard le pouvoir que vous m'avez confié et fait choix d'un ministère dont tous les membres sont sortis de vos rangs. (Applaudissements.)

« La pensée qui m'a guidé dans la composition de ce ministère, est celle qui devra l'inspirer lui-même dans tous ses actes : c'est le respect de vos volontés et le désir d'en être toujours le scrupuleux exécutif. (Très bien ! très bien ! à droite et au centre.)

« Le droit de la majorité est la règle de tous les gouvernements parlementaires ; (Très bien ! très bien !) mais cette règle est surtout d'une application nécessaire dans les institutions que nous régissent, en vertu desquelles le magistrat chargé du pouvoir exécutif n'est que le délégué de l'Assemblée. (Très bien ! très bien !) en qui réside la seule autorité véritable, et qui est l'expression vivante de la loi. (Très bien ! très bien !)

« Cette Assemblée, dans le cours des deux années d'existence qu'elle a déjà parcourues, a en deux grandes tâches à remplir : libérer notre territoire envahi après d'affreux maux et rétablir l'ordre dans une société travaillée par l'esprit révolutionnaire. La première de ces deux tâches a été poursuivie avec un dévouement constant, non par la majorité seulement, mais par l'unité de ses représentants ; la France peut le dire avec orgueil. (Très bien ! très bien !) aucune des grandes mesures qui ont eu pour but le rachat de notre indépendance nationale n'a soulevé dans cette enceinte un débat ni rencontré un contradicteur. Disons bien haut que ces mesures n'auraient pu être prises si le pays lui-même, le pays tout entier n'y eût été prêt, quelque onéreuses qu'elles fussent, avec une patience héroïque qui n'a jamais failli. (Très bien ! très bien !) Ce concours de toutes les classes est la force principale qui est venue en aide dans d'habiles et patriotiques négociations à l'homme illustre que je remplace et dont une dissidence que je déplore sur la politique intérieure a seule pu vous séparer. (Très bien !)

« Je compte sur vous, messieurs, pour retrouver la même force dans les efforts que je dois faire, afin d'achever, par l'entière exécution de nos engagements, cette œuvre aujourd'hui, grâce à Dieu, presque accomplie.

« La tâche, d'ailleurs, sera facilitée par les excellents rapports que le dernier gouvernement a su rétablir entre la France et les puissances étrangères, et que je m'efforcerai d'entretenir. Ma ligne de conduite à cet égard sera exactement celle qui a été indiquée plusieurs fois par mon prédécesseur à cette tribune et que vous avez toujours approuvée : maintien de la paix assez hautement professée et pratiquée pour que l'Europe, convaincue de notre sincérité, ne puisse voir dans la réorganisation de notre armée (à laquelle je continuerai à travailler sans relâche) que le désir légitime de réparer nos forces et de conserver le rang qui nous appartient. (Très bien !)

« Dans la politique intérieure, le sentiment qui a dicté tous vos actes est l'esprit de conservation sociale. Toutes les grandes lois que vous avez votées d'immenses majorités ont eu ce caractère essentiellement conservateur. (Très-bien !)

« Quelquefois divisés sur les questions purement politiques, vous vous êtes trouvés aisément réunis sur le terrain de la défense des grands principes fondamentaux sur lesquels repose la société et que menacent aujourd'hui tant d'audacieuses attaques.

« Le gouvernement qui vous représente doit donc être et sera, je vous le garantis, énergiquement et résolument conservateur.

« Des lois très-importantes sur l'organisation de l'armée, sur l'administration municipale, sur l'enseignement public, sur d'autres questions encore qui touchent à des intérêts de premier ordre commerciaux et financiers, sont préparées ou débattues en ce moment dans vos commissions. Je crois avoir choisi des ministres compétents pour en traiter avec vous. D'autres lois, qui soulèvent des questions constitutionnelles d'une haute gravité, ont été présentées par mon prédécesseur, sur une décision expresse de vous en avoir chargée. Vous en êtes saisis, vous les examinerez, le gouvernement lui-même les étudiera avec soin, et quand viendra le jour où vous jugerez convenable de les discuter, il vous donnera sur chaque point son opinion réfléchie.

« Mais pendant que vous délibérez, messieurs, le gouvernement a le devoir et le droit d'agir. Sa tâche est, avant tout, d'administrer, c'est-à-dire d'assurer par une application journalière l'exécution des lois que vous faites et d'en faire pénétrer l'esprit dans les populations. (Très-bien !)

« Imprimer à l'administration entière l'unité, la cohésion, l'esprit de suite, faire respecter partout et à tout instant la loi, en lui donnant à tous les degrés des organes qui la respectent et se respectent eux-mêmes, c'est un devoir étroit, souvent pénible, mais par là même plus nécessaire à remplir et plus difficile à la suite des temps révolutionnaires. Le gouvernement n'y faillira pas. (Très-bien ! très-bien !)

« Telles sont, messieurs, mes intentions, qui ne sont autres que de me conformer aux vôtres. A tous les titres qui commandent, notre obéissance, l'Assemblée joint celui d'être le véritable boulevard de la société menacée en France et en Europe par une faction qui met en péril le repos de tous les peuples et qui ne hâte votre dissolution que parce qu'elle voit en vous le principal obstacle à ses desseins. (Très bien ! très bien !)

« Je considère le poste où vous m'avez placé comme celui d'une sentinelle qui veille au maintien de l'intégrité de votre pouvoir souverain. (Applaudissements et acclamations prolongées.)

M. LE PRÉSIDENT. Acte est donné à M. le président de la république de la communication de son message.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de nouvelles lignes concédées à la Compagnie de l'Est et l'approbation d'une convention passée avec cette Compagnie.

M. LE BARY DE TAZIE. La question est tellement grave qu'il serait impossible de la discuter utilement aujourd'hui. Je demande le renvoi de la discussion à mercredi. Je pense

que ni le gouvernement ni la commission ne s'y opposeront. (Appuyé ! — Parlez !)

M. LE DUC DE BROGLIE, vice-président du conseil. Le gouvernement est aux ordres de l'Assemblée ; mais il croit qu'il vaudrait mieux renvoyer la discussion à demain au plus tard. Le pays est pressé de nous voir procéder à la discussion de cette affaire. (Très bien ! très bien !)

Le projet de loi est renvoyé à demain et sera placé en tête de l'ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT. Je propose à l'Assemblée de se réunir demain dans les bureaux pour nommer une commission de trente membres chargée d'examiner le budget de 1874, et une commission de quinze membres chargée de proposer une liste de candidatures pour la nomination d'un conseiller d'Etat, en service ordinaire. (Assentiment.)

L'ordre du jour est ainsi réglé.

La séance est levée à trois heures un quart.

L'Union rapporte comme suit l'entrevue du maréchal Mac-Mahon avec les membres du bureau de l'Assemblée chargés de lui faire connaître son élévation à la présidence de la république :

Le colonel d'état-major, aide de camp du maréchal, quand on annonça : l'Assemblée ! vint à la rencontre de la délégation et lui exprima le regret que le maréchal ne fût pas à son hôtel : « Le maréchal est à la présidence auprès de M. Thiers. La présence dans son hôtel d'une délégation de l'Assemblée Nationale vient de lui être communiquée. Le maréchal ne saurait tarder au-delà de deux ou trois minutes. » Les délégués de l'Assemblée entrèrent par le salon dans le cabinet du maréchal. Ils y étaient à peine assis que l'on annonça : « Son Excellence le maréchal ! » Le maréchal, en petite tenue de général de division, alla droit à son cabinet et salua les membres du bureau.

M. Buffet, président de l'Assemblée, prit la parole : « Excellence, M. Thiers a déposé sa démission de président de la république, et remis entre les mains de l'Assemblée les pouvoirs qu'il en avait reçus. L'Assemblée Nationale, pour ne point laisser de solution dans les pouvoirs publics, a voté sur le choix d'un nouveau président de la république, en remplacement de M. Thiers.

« L'Assemblée vous appelle, maréchal, aux hautes fonctions de président. Nous, membres délégués de son bureau, nous avons l'honneur de vous communiquer cette résolution et de solliciter votre acceptation. »

« Debout contre sa table de travail, le maréchal accueillit cette communication avec une vive émotion. Il fut un moment sans répondre, comme s'il envisageait d'abord la lourde responsabilité que voulait lui imposer la confiance du pays. Relevant la tête, il dit d'un ton modeste : « Messieurs de l'Assemblée Nationale, je suis bien plus que je ne saurais l'exprimer, sensible au témoignage de haute confiance dont m'honore l'Assemblée. Mais, messieurs, permettez-moi de vous le dire, je ne suis point un homme politique, je suis soldat, et ce titre, dont je m'honore, ne pourrait-il pas être exploité au profit de certaines susceptibilités diplomatiques ? »

« Enfin, il me serait pénible de succéder à M. Thiers, avec qui j'ai toujours eu les relations les plus intimes et les plus affectueuses. Vous avez, messieurs, parmi vous, des hommes de haut mérite, qui pourraient mieux que moi remplir ce poste délicat : M. le président Buffet, M. Benoist-d'Azy, tout autre encore. Je puis promettre à quiconque accepterait les fonctions de chef du pouvoir non dévouement le plus absolu, et je le donnerai tout entier. Au contraire, ce que l'on appelle le prestige dont m'honore la France pourrait s'amoindrir si j'étais à la tête des affaires. Je crois que je serai plus utile au pays, à la tête de l'armée, qu'à la présidence. »

M. Buffet répondit : « Maréchal, les raisons que vous venez de nous opposer nous ont fait encore à insister au nom de l'Assemblée. Au dehors comme au dedans, personne de bonne foi ne se trompera sur le caractère de la mission que le pays veut vous confier. Il s'agit, en ce moment, en dehors de toutes les autres préoccupations, de mettre aux affaires publiques l'homme qui représente le plus glorieusement la France l'antagonisme contre l'anarchie, et qui réunit en sa personne toutes les garanties que réclame la préservation sociale. Le concours de l'Assemblée, de tous les pouvoirs publics et de la France honnête vous est acquis, nous en avons pour gage l'acclamation des représentants du pays.

« Les services immenses que vous avez rendus à la France nous donnent le droit de réclamer de votre patriotisme celui qui mettra le comble à tous les actes d'une vie si généreuse, si noblement dévouée à la patrie. Maréchal, l'heure est solennelle ; le pouvoir ne peut, dans les circonstances actuelles, admettre la moindre intermittence. Veuillez envisager tout ce qui pourrait arriver si demain la France se trouvait sans gouvernement. Il y aurait là une de ces situations critiques que connaissent les plus mauvais jours de notre histoire.

« Votre responsabilité, monsieur le maréchal, serait, par votre refus de répondre à l'attente du pays, d'une extrême gravité. Vous ne pouvez refuser, par votre acceptation, de sauver le pays comme vous n'avez jamais hésité à lui donner votre sang, à lui sacrifier votre existence sur ses champs de bataille. Demain, la France tout entière pousse, si vous acceptez de prendre en main ses destinées, un immense soupir de soulagement, elle éprouvera un frémissement de reconnaissance qui laissera loin celle que déjà depuis longtemps elle doit à vos grands services. »

Tous les membres de la députation, appuyant les paroles de l'honorable président, entourèrent le maréchal qui, vaincu par l'émotion, répondit : Puisque c'est en quelque sorte un devoir de salut public que vous voulez m'imposer, je me soumetts. Dites à l'Assemblée... etc. (Voir à l'Officiel, fin de la séance, les paroles par lesquelles M. Buffet rendit compte à l'Assemblée du succès de la démarche de son bureau.)

Le maréchal aborda de suite, dans un entretien intime, quelques points essentiels qu'il ne nous appartient pas de signaler. C'était une sorte de conseil privé dans lequel l'Assemblée, ses délégués, et le nouveau président de la république, unis dans la même pensée de salut social, arrêtaient les mesures urgentes dictées par la situation.

On lit dans l'Univers :

Le ministère est formé. En politique, il est conservateur mélangé ; en religion, chose étrange, il est catholique, mais catholique libéral, comme l'avant-dernier ministère de l'empereur. Cette nuance lui est donnée principalement par M. le duc de Broglie, président effectif du conseil ; les autres membres du cabinet, dont le nom a plus ou moins paru dans les controverses de ces derniers temps, s'y rattachent ; l'appui de M. Buffet ne l'affaiblit pas.

Nous ne sommes pas pour cela dans l'opposition ; on signale le fait, nous croyons volontiers que, sous plus d'un rapport, ces esprits honorables et sérieux sont avantagés, disant modifiés. Depuis le concile, assez d'événements sont survenus et assez d'expérience

s'est faite pour que les consciences nous rassurent, si les opinions nous laissent encore à craindre. En religion comme en politique, les principes seuls pourront triompher, et les compromis démontreront de plus en plus l'inutilité de moyens-termes. L'erreur déclare qu'elle veut être entière, et comme le disait récemment un orateur catholique, la société sent qu'elle ne peut plus vivre de vérités diminuées.

Sous le titre : Les généraux Ducrot et Chanzy et le vote de samedi — nous trouvons le récit suivant dans *Paris-Journal* :

Dans le *Paris-Journal* du 25, notre collaborateur Gyges a rapporté la conversation suivante :

« Le général Chanzy assistait à la séance de samedi. Un député ayant rencontré le ministre de la guerre :

— Chanzy est-il ici ? lui demanda M. de Cissey.

— Oui, je viens de le voir.

— Eh bien, il va repartir tout de suite, comme l'a fait Ducrot, que j'ai renvoyé de ma suite. En ce moment, les chefs de corps d'armée n'ont pas le droit d'abandonner leur poste. »

Nous avons voulu savoir exactement ce qui s'était passé, et nous sommes parvenus à nous renseigner d'une façon positive et par le menu, comme on va le voir.

Le général Ducrot, dont la franchise et la netteté toute militaire ne se démentent jamais, a joué, et personne n'en sera surpris, un rôle digne de son caractère dans ce petit imbroglio. Il est bon de rappeler que les sentiments de l'honorable général sur l'incompatibilité du mandat de député et l'exercice d'un commandement militaire se sont déjà manifestés en plusieurs circonstances devant l'Assemblée. Lorsque, sur les instances de M. Thiers, le général Ducrot accepta de commander le 8^e corps, il voulut donner sa démission de député. Empêché de le faire par ses collègues de la majorité, il résolut du moins de conformer sa conduite à ses déclarations, et en paraissant plus à l'Assemblée depuis qu'il avait pris possession de son commandement.

Nous croyons avoir qu'il fit alors part de son intention formelle à son collègue de Tours, le général Chanzy, à peu près en ces termes :

« Donnons, lui avait-il dit, l'exemple du désintéressement ; ne nous approchons plus de la politique, ne la laissons même pas approcher de nous... restons chacun à la tête de nos troupes, ne songeons qu'à de voir et à la patrie... »

Le général Chanzy répondit par lettre au général Ducrot qu'il partageait entièrement cette manière de voir, et que sa conduite serait la même.

Judi matin, 22 mai, le général Ducrot recevait à Bourges une dépêche ainsi conçue : « Chanzy est convoqué par la gauche. Vos amis vous attendent. »

« Signé : CHAPPEL, député. »

Le général Chanzy n'était pas à Tours. Le général Ducrot ne savait où lui adresser une lettre ou un télégramme pour lui demander des explications.

Le temps pressait. Le général Ducrot n'avait d'autre parti à prendre que de se rendre à Versailles, où il avait chance de rencontrer M. Chanzy, d'après l'avis que lui avait transmis leur collègue à tous deux, M. Chappe. M. Ducrot demanda, en conséquence, au ministre de la guerre l'autorisation de se rendre à Versailles pour affaires urgentes. Le ministre, qui, évidemment, avait eu connaissance de la dépêche de M. Chappe que nous venons de transcrire, répondit : « Que ni lui, ni M. Thiers ne s'opposeraient à ce que le général vint accomplir son mandat de député ; mais que vu les circonstances, il croyait bon que les généraux restassent à leur poste. »

Une explication était nécessaire.

Le général Ducrot télégraphia que, vendredi matin, il serait chez le ministre.

A 9 heures du matin, en effet, le général Ducrot se faisait annoncer chez M. de Cissey, où eut lieu la conversation qu'on va lire : (nous n'avons pas, bien entendu, la prétention de reproduire les termes mêmes de l'entretien, mais nous sommes sûr d'en rapporter très fidèlement le sens) :

— Je ne suis pas venu pour voter... mais si Chanzy vote, je voterai... Je viens vous supplier, dans l'intérêt de la discipline, de nous empêcher tous les deux de paraître à la Chambre.

— Que me parlez-vous de Chanzy, il ne viendra pas à l'Assemblée.

— Je crois pouvoir vous affirmer qu'il y viendra.

— C'est impossible... il ne m'a pas demandé de permission.

— Comme député peut-être croit-il...

— Avant d'être député... il est militaire.

— Il y vient, je lui donnerai l'ordre de partir sur l'heure... si refuse, je le remplace dans son commandement... Je puis vous affirmer, mon cher Ducrot, que Chanzy n'entrera pas à la Chambre.

— En venant ici, monsieur le ministre, je n'ai en qu'une pensée, vous prier, au nom de l'armée, d'empêcher Chanzy et moi de prendre part à ces débats... le but de mon voyage est atteint. Ce soir, je retourne à Bourges.

A trois heures environ, le général Ducrot, qui était chez son frère, le colonel d'état-major, reçut une lettre de M. Chappe ainsi conçue :

Le général Chanzy est à la Chambre ; je lui ai remis votre lettre de ce matin...

Je pense qu'il n'aura probablement pas le temps de venir vous parler... Il ne paraît pas du tout disposé à rester étranger aux débats.

Le premier mouvement du général Ducrot fut alors de se rendre à l'Assemblée...

Puis se ravisa... « J'ai la parole de Cissey — dit-il — je veux lui donner le temps moral de donner ses ordres... mais si dans une heure Chanzy est encore au milieu de ses amis... j'irai trouver les miens. »

A quatre heures, on annonça au général Ducrot que le général Chanzy avait reçu l'ordre du ministre de se rendre immédiatement à Tours... et qu'il n'était plus à l'Assemblée. Le soir, à dix heures, le général Ducrot prenait l'express de Bourges.

Tels sont les faits. Voilà comment ni Chanzy ni Ducrot ne prirent part aux mémorables scrutins de samedi.

Le *Journal officiel* du 26 a publié les décrets qui constituent le nouveau ministère. Il est exactement tel que nous l'avons annoncé. Les cultes sont de nouveau réunis au ministère de l'instruction publique. Par le décret qui le concerne, « M. le général de Cissey est nommé ministre de la guerre par intérim. » M. Pascal reprend les fonctions de sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur.

Le décret qui nomme M. de Broglie est contre-signé par M. Dufaure ; tous les décrets qui nomment les autres ministres sont contre-signés par « le vice-président du conseil, ministre des affaires étrangères, Broglie ». Tous ces décrets portent la signature du nouveau président de la république.

D'après une dépêche que nous trouvons dans les journaux allemands, M. Thiers a paru à l'Assemblée Nationale pendant la séance de mardi dernier, 27 mai. L'entrée de l'ancien

président de la république a été saluée par une triple salve d'applaudissements, parties des bancs de la gauche.

M. Thiers a pris place au centre gauche, ce qui a donné lieu à de nouveaux applaudissements.

C'est ou jamais le moment de rappeler l'origine de la famille de Mac-Mahon.

Le nouveau président de la république remonte à Brian Borohin, roi d'Irlande, le vainqueur des Danais. Borohin fut tué à la bataille de Clartar, il avait quatre-vingt-quatre ans.

Les Mac-Mahon eurent leurs biens confisqués lorsque l'Irlande fut envahie par les Anglais.

C'est en 1591 que la famille s'établit sur le sol français. Louis XV lui accorda ses lettres de naturalisation.

Jean-Baptiste de Mac-Mahon, né à Lime- rick, en Irlande, fils de Patrick de Mac-Mahon et Marguerite O'Sullivan, fut reconnu pour noble de nom et armes, et il est dit dans les lettres patentes qu'il est maintenu dans sa noblesse d'ancienne extraction, par arrêt du conseil d'Etat de Sa Majesté, le 3 juillet 1750.

Son fils, Maurice-François, comte de Mac-Mahon, né le 8 octobre 1754, épousa, à Bruxelles, en 1792, mademoiselle Pélagie de Caraman. Il a été lieutenant général des armées du roi, commandeur de l'ordre Saint-Louis. Il habitait ordinairement le château de Sally, près d'Autun, en Bourgogne.

C'est là que naquit, le 13 juin 1803, le maréchal de Mac-Mahon. (Figaro.)

L'Union républicaine s'est réunie dimanche, au complet. On s'est entretenu de la situation politique et de la dernière crise à la place du pays. Sans méconnaître la gravité de la situation, les membres présents, convaincus qu'ils ont derrière eux le pays, ont été unanimes à penser qu'avec du calme, du sang-froid et de la vigilance, il n'y avait pas de péril qui ne pût être conjuré. Il a été reconnu qu'il y avait dans l'Assemblée tous les éléments nécessaires pour former une majorité compacte pouvant contenir le gouvernement, s'il avait la velléité d'entreprendre une politique de réaction à outrance.

La gauche républicaine a tenu séance le même jour. Plus de cent membres étaient présents.

Il a été procédé à l'élection d'un vice-président, en remplacement de M. Le Royer, qui devient président, d'après le règlement de la réunion.

M. Jules Simon a été élu vice-président à l'unanimité. Ont été ensuite élus membres du comité de direction : MM. Arago, Albert Grévy et le général Billot, en remplacement de MM. Carnot père, Leblond et Mestreau, dont le mandat était expiré.

Une longue délibération sur les événements de la veille et sur la ligne politique qui suivra la gauche républicaine, a suivi ces élections.

Nous trouvons dans *Paris-Journal* l'information suivante, que nous mentionnons sous toute réserve :

« On a parlé de mesures d'exception qui auraient été résolues et dont seule la chute de M. Thiers aurait empêché l'exécution. »

On assure que jeudi soir l'arrestation de 150 personnes du parti bonapartiste avait été résolue pour le lendemain, vendredi, si la majorité avait été acquise au gouvernement de M. Thiers dans la journée.

« Quelques personnalités du parti ayant occupé de hautes fonctions sous le régime précédent furent obligamment prévenues et quittèrent aussitôt Paris dès vendredi matin. »

« Parmi les personnes qui furent confidentiellement averties se trouvent un ancien ministre de l'intérieur habitant le faubourg Saint-Honoré et un journaliste bien connu, autrefois membre du Corps Législatif. »

La *Correspondance de Saint-Chéron* donne les détails suivants sur l'organisation du comité de la Défense sociale :

« Les membres de l'Assemblée qui le composent ont compris que, dans les circonstances actuelles, il importait, avant tout, de réunir les différents groupes de l'opinion conservatrice, de manière à en faire une force capable de lutter avec avantage contre la fédération radicale. »

« Parmi les membres de cette réunion nouvelle, je vous citerai MM. le général Changarnier, Raoul Duval, marquis de Talhouët et comte Daur, marquis de Castellane, Johnston, Pradié, etc. »

« Ce comité n'a pas la prétention d'absorber les réunions existantes, mais il désire leur servir de lien. »

« Jusqu'à ce jour, le parti conservateur a vu sa prépondérance diminuer par suite d'un défaut d'organisation. »

« Avec le comité central de la défense sociale, on ne tardera pas à voir surgir des réunions conservatrices sur toute la surface du pays. Les électeurs, abandonnés à eux-mêmes, vont se trouver unis avec leurs représentants ; au lieu de s'épuiser dans des efforts isolés, toutes les forces vives de la conservation sociale vont se trouver unies, dirigées, disciplinées, sans se séparer dans d'autres comités spéciaux. »

NECROLOGIE. — M. le pasteur J. Martin-Paschod est décédé, le 24 mai, aux Loges, près Versailles.

Grande-Bretagne.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PÉTERSBOURG.)

Londres, 25 mai.

La crise monétaire que nous traversons donne des inquiétudes plus grandes et plus sérieuses qu'on ne le croit. Le marché anglais est en effet très engagé avec les diverses places financières de l'Europe et les récents désastres de Vienne, les complications politiques de Paris, les embarras imminents de la Bourse de Berlin sont plus que suffisants pour inspirer de graves et salutaires réflexions. Le taux de l'escompte s'élève-t-il encore ? c'est plus que probable, car la réserve métallique de l'Angleterre reçoit de furieuses attaques, et je me demande ce que serait l'Angleterre si l'Australie ne lui envoyait pas ses lingots.

Je ne sais combien la Sibérie a produit d'or à la Russie depuis que l'exploitation des mines se fait d'une façon régulière et en proportion avec les progrès de la science. J'ai vu dans les journaux français que la Sibérie avait rapporté, en 1872, 1520 pouds d'or ; j'ignore ce qu'il peut y avoir d'exact dans ce chiffre, mais il ne s'agit pas du plus ou moins d'or qu'on a trouvé cette année en Sibérie. Il s'agit d'un travail très curieux, qui existe peut-être, mais qu'a coup sûr on ne connaît pas, et qui traiterait de l'histoire de l'or russe, du rôle qu'il a joué en Russie et l'extérieur, et enfin de l'influence qu'il exerce encore à présent en Europe. Ce livre est à faire.

En regard de ce livre, je voudrais voir un résumé de toutes les exploitations aurifères du globe, car nous en sommes réduits à des livres qui datent de loin, et dont les renseignements datent de plus loin encore ; et cependant quoi de plus intéressant, par ce temps de cinq mil-

liards d'indemnité de guerre, que de savoir la part de production de chaque pays dans la masse des métaux précieux qui servent aux transactions ? Ne serait-il pas curieux de voir ce que la Russie a tiré de la Sibérie, et ce que l'Angleterre a tiré de l'Australie, et de présenter, par les services que les mines d'or ont rendus à ces deux pays, ce que l'Angleterre et la Russie seraient probablement aujourd'hui sans l'Australie et la Sibérie. De 1851 à 1857 on dit que l'Australie a donné 68 millions de livres sterling et la Russie d'Asie seulement 27. Je ne sais si cela est bien exact, mais maintenant, que j'ai commencé à vous parler de cette question, je ne négligerai rien pour vous renseigner, et je vais m'occuper à recueillir tous les documents les plus récents et les plus authentiques sur les *Gold Fields* de l'Australie et leur exploitation. Il n'y a pas 20 ans que les mines australiennes sont travaillées, et cependant les richesses qu'elles ont créées sont immenses. Je vous donnerai, je vous le répète, cette statistique de l'or, et vous pouvez vous faire une idée de l'intérêt qu'elle offre par les chiffres officiels que j'emprunte à un journal de Melbourne. Les mines d'or, de quartz et d'alluvion exploitées par des sociétés ont rapporté à leurs actionnaires en 1872 : 1,069,335 livres sterling de dividende, et voici le détail des dividendes distribués depuis 3 ans par ces compagnies de mines d'or :

	Mines de quartz	Mines d'alluvion	Total des dividendes
1870.	470,812	232,291	703,103
1871.	690,335	241,665	932,000
1872.	889,081	180,254	1,069,335
	Liv. 2,704,438		

Depuis 1870, le dividende des mines d'Australie a donc été de 67,610,950 francs, et si vous ajoutez le revenu des mines qui n'ont pas été exploitées en sociétés, et qui sont des propriétés particulières, si surtout vous capitalisez ces revenus, vous arriverez, j'en suis convaincu, à un chiffre fantastique, qui sera pourtant très-probablement inférieur à la réalité, mais ces documents que je vous annonce seraient du travail en pure perte si à côté d'eux je ne vous montrais les féroces transformations de ce continent, naguère encore sauvage et qui ne le cède aujourd'hui en civilisation, en luxe, en productions industrielles et commerciales à aucun pays du monde. Ce que je vous dis là, je l'écris sous l'impression de la conversation que je viens d'avoir avec deux riches Australiens qui, après avoir fait fortune en Australie, sont venus revoir l'Angleterre. Est-ce que vous n'allez pas rester ici ? leur ai-je demandé. A Dieu ne plaise ! m'ont-ils répondu et maintenant, que nous avons vu nos parents et nos amis, il nous tarde de retourner là-bas, car l'Australie, c'est la patrie, c'est l'Angleterre avec la splendeur d'un climat dont les pays les plus beaux pourraient être envieux.

Il paraît que ce sentiment d'affection des Anglais pour les colonies une fois qu'ils s'y sont établis est général, et cela prouve combien le système colonial anglais est supérieur à celui des autres pays. Pour ne pas parler de la Russie, je citerai seulement la France et son admirable Algérie, qui, depuis plus de 40 ans qu'elle la possède, lui a coûté tant de sang et de dépenses, et qui, à l'heure qu'il est, laisse tant à désirer au point de vue de la colonisation.

Cette semaine, à propos d'une motion de sir Selwin Ibbotson en faveur des garanties à donner aux voyageurs trop souvent en danger par suite des accidents de chemins de fer, M. Lea a demandé au Parlement de décider la question du rachat des chemins de fer par l'Etat. La Chambre a goûté les arguments que faisait valoir M. Lea en faveur du contrôle exercé par l'Etat, mais, comme l'a fait remarquer avec beaucoup de justice le directeur du Board of Trade, M. Chichester Fortescue, il est impossible qu'une discussion d'une telle gravité soit soulevée incidemment, attendu que le projet de rachat des Compagnies était à l'étude et serait discuté un jour ou l'autre par le Parlement. Des projets de lois financières s'élaborent et aussitôt après la Pentecôte, M. Gladstone et M. Lowe vont modifier le système actuellement en vigueur de façon à concilier les intérêts généraux avec ceux de la Banque pour le cas où les difficultés monétaires deviendraient plus grandes et où une panique pourrait survenir. MM. Gladstone et Lowe sont des financiers assez expérimentés pour qu'on puisse s'attendre à une loi qui rendra véritablement les services dont la législation actuelle a besoin.

NECROLOGIE. — Les journaux anglais annoncent la mort de sir George E. Cartier, baronnet, mort à Londres. Sir George exerçait les fonctions de ministre des milices canadiennes. Né en 1815, il était de descendance française et avait été élevé au collège de Saint-Sulpice à Montréal. Il se fit recevoir au barreau de cette ville en 1835 et devint membre de l'Assemblée législative en 1848.

Pendant plusieurs années il fut le chef du parti conservateur franco-canadien et l'âme de l'administration dirigée sous le nom de Cartier-Macdonald, de 1858 à 1862. Il avait été le soutien du projet de confédération des provinces, et fut nommé ministre de la milice et de la défense du Dominion dès sa constitution et conserva cette fonction jusqu'à sa mort.

Atteint de la même maladie que M. Bright, il était venu en Angleterre pour se faire traiter. Une amélioration s'était déclarée et dura jusqu'à mardi précédent sa mort. Depuis lors son état empira, et huit jours après, sir George rendait le dernier soupir.

Danemark.

S. A. R. le prince héritier de Danemark est arrivé le 24 mai à Copenhague, de retour du voyage qu'il avait fait à Vienne en sa qualité de protecteur de la section danoise de l'Exposition universelle.

Suède et Norvège.

La session du Riksdag suédois a été close le 26 mai.

Le discours du trône exprime d'abord la satisfaction de Sa Majesté pour les résultats des travaux parlementaires, spécialement au sujet de l'adoption de la convention monétaire scandinave et du projet de construction de la ligne de chemin de fer du Norrland. Pour ce qui concerne la réorganisation de l'armée, le discours royal dit que les débats qui ont eu lieu au Riksdag autorisent l'espoir qu'avec le concours de la représentation nationale cette question pourra aussi arriver à une solution satisfaisante.

— On lit dans la *Correspondance scandi-nave* :

« Le roi Oscar II quittera Stockholm le 15 juin et se rendra en passant par Sundsvall et la province de Jemtland, à Drontheim, d'où il entreprendra, accompagné de plusieurs ministres suédois et norvégiens, sur la frégate *Saint-Olaf*, le plus grand navire de la flotte norvégienne, un voyage jusqu'au cap Nord, le point le plus septentrional de l'Europe. Depuis 250 ans aucun roi n'a visité ces contrées lointaines; le dernier roi qui ait accompli une pareille excursion est Chrétien IV, roi de Suède et de Danemark, qui portait beaucoup d'intérêt au développement du commerce, de la navigation et des pêcheries de la Norvège, où il a laissé des traces ineffaçables de son activité.

« A son retour du Nord, le roi Oscar rencontrera la reine à Drontheim, où le couronnement aura lieu le 18 juillet dans l'antique cathédrale de cette ville.

« Le Storting, qui a déjà choisi dans son sein deux membres pour le représenter à cette solennité, vient de recevoir une proposition émanant du comité du budget et portant que la Chambre votera un crédit de 34,500 écus norvégiens pour couvrir les frais du couronnement. (L'écu norvégien vaut le quadruple de l'écu suédois.) »

Italie.

NECROLOGIE. — Voici en quels termes l'Italie du 23 annonce la mort d'Alexandre Manzoni :

Alexandre Manzoni est mort ! L'Italie vient de perdre en lui le plus illustre et le plus universellement respecté de ses enfants, celui qui, aux yeux de l'Europe entière, personnifiait notre littérature.

Sa mort est un malheur national, et, bien que prévue déjà depuis quelques jours, elle n'en affligera pas moins tous les Italiens.

Alexandre Manzoni était né le 7 mars 1785; il avait donc 88 ans. Sa vieillesse toujours saine, toujours robuste, est la meilleure preuve que la vertu et la tranquillité de l'âme sont les plus sûres garanties d'une longue vie.

Personne ne possédait autant de vertus que Manzoni, personne ne fut plus modeste que lui.

au milieu de la gloire qui l'entourait, au milieu de l'estime universelle de ses concitoyens, estime qui ressemblait à de l'adoration; on aurait dit parfois qu'il s'étonnait de se voir l'objet de tant d'amour et de tant d'admiration. Tous les princes, tous les souverains qui passaient par Milan se faisaient, non pas un devoir, mais un plaisir, un point d'honneur de rendre visite à Alexandre Manzoni, qui se montrait reconnaissant de ces hautes marques d'estime sans en être jamais ébloui.

Cette grande et noble figure fut noble et grande à tous les points de vue : comme homme, comme poète, comme romancier et comme citoyen. Non seulement Manzoni honora sa patrie, mais il l'aima de l'affection d'un fils, deux choses que l'on ne rencontre pas toujours réunies, dans notre pays surtout. Il fut un catholique sincère; il ne pouvait pas en être autrement de l'auteur de la *Morale cattolica*; mais cela ne l'a pas empêché d'être un sincère patriote. Son âme élevée, son cœur généreux ont su le rendre supérieur à toutes les luttes mesquines des partis, et cela à tel point, qu'il a affirmé, par son propre exemple, la possibilité de concilier deux grands principes que l'on prétend généralement inconciliables.

Une autre grande figure italienne a pu prouver, par des faits et sur un autre terrain, que Manzoni avait raison : nous voulons parler de Victor-Emmanuel, qui n'a jamais cessé d'être catholique, tout en restant patriote. On doit probablement à ce point de ressemblance la vénération que l'auteur des *Promessi Sposi* a constamment montrée pour celui qui a unifié sa patrie.

Le prestige qu'exerça le nom d'Alexandre Manzoni dans cette délicate question fut si grand, que même les organes cléricaux les plus intolérants n'ont jamais osé l'attaquer. Comment aurait-on pu attaquer un homme qui s'était tracé à lui-même et à fidèlement suivi la règle de vie qu'on lit dans ses premiers vers, composés à l'occasion de la mort de Carlo Imbonati :

Non far tregua col vili il santo vero
Ma non tradir: se profferir mai verbo
Che plauda al vizio o alla virtù dierda.

Il y a tout un traité de morale dans ces trois beaux vers; on y trouve point tout entière la vie de l'homme dont l'Italie pleure aujourd'hui la perte irréparable.

Ajoutons ici que dans sa séance du 22, sur la motion de l'honorable Pisanelli, la Chambre des Députés a décidé de se faire représenter aux funérailles d'Alexandre Manzoni à Milan par une députation de cinq membres.

Pays-Bas.

La Haye, 26 mai. — A la seconde Chambre, le ministre des colonies annonce la réception d'un télégramme du gouverneur général mentionnant les bruits d'après lesquels Deli serait menacé et des renforts de troupes seraient envoyés à Deli et Tapoudi, sur la côte occidentale de Sumatra.

— Relativement aux bruits qui ont couru la semaine passée, concernant la démission du ministre, il est certain seulement que le ministre de la justice présente sa démission au roi.

Suisse.

Berne, 26 mai. — Le consulat du Wurtemberg à Berne a été supprimé.

Du 27. — Le meeting ultramontain de Courrendlin (Jura bernois) a décidé d'adresser un recours à l'Assemblée fédérale contre la destitution de l'évêque Lachat et des curés récalcitrants.

Espagne.

On mande de Barcelone en date du 23 :

« Des soldats mutinés ont voulu tuer leur colonel. Des troupes sont accourues des environs pour rétablir l'ordre. »

— On mande de Barcelone le 25 :

« Les actes d'indiscipline parmi les soldats se reproduisent; des personnes qui ont visité le général Velarde ne croient pas qu'il puisse réussir à organiser la levée en masse. »

« Les bruits d'une insurrection de l'armée fédérale sont démentis. »

« 800 francs sont partis pour Rosas afin d'opérer dans le district de Rampourdan. »

— Un banquet a été donné à Madrid le 25 en l'honneur d'un délégué du congrès républicain de Birmingham, envoyé pour féliciter les républicains espagnols.

Aucun membre du gouvernement n'y assistait.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

Le retour de S. M. l'impératrice Augusta à Berlin est attendu pour le 2 ou le 3 juin.

— On lit dans la *Provincial-Correspondenz* de merced :

« Notre prince impérial et son auguste épouse, qui ont passé la semaine dernière à Venise, où ils ont entretenu les relations les plus cordiales avec le prince royal Humbert et la princesse Amédée d'Italie, reviendront à Berlin à la fin de la semaine actuelle. »

— M. d'Eichmann, jusqu'ici ministre de Prusse à Dresde, vient d'arriver à Berlin, d'où il se rendra très-prochainement à son nouveau poste de ministre d'Allemagne à Constantinople. (*Kreuz-Zeitung*.)

ITALIE.

Rome, 26 mai. — La police a arrêté les chefs de l'Internationale à Rome et saisi des documents importants; il n'y a aucun chef romain parmi eux.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Washington, vendredi 30 mai.

M. Jewell a accepté le poste de ministre des Etats-Unis à Berlin.

Autre dépêche.

Boston, vendredi 30 mai.

Les rues de Washington, de Boylston et d'Essex, — dans notre ville, — ainsi que le théâtre du Globe, sont actuellement la proie des flammes. Les dommages sont déjà évalués à plusieurs millions de dollars.

— **SOURCES DE BERLIN LE 30 MAI.**

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 89 th. pour 100 r.

Prix des billets de crédit russes 80 1/8 th. pour 100 r.

1^{er} emprunt à lots et primes 150.

2^{es} emprunt à lots et primes 137.

3^{es} emprunt (1854) 77 1/4.

4^{es} emprunt (1855) 89 1/8.

5^{es} emprunt russe de 1852 92 7/8.

6^{es} emprunt russe 3 0/0 65 5/8.

7^{es} emprunt russe de 1852 92.

Obligations consolidées de 1870 94 1/4.

Oblig. du chem. de fer de Nicolaïev 77 1/4.

Actions de la Grande Société des chemins de fer 12 1/8.

Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 82 1/2.

DEPÊCHES DE L'INTERIEUR.

Sources de Riga le 18 mai.

5^{es} série 94 vend. 22 1/2 ach.

1^{er} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 156 r.

2^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

3^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

4^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

5^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

6^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

7^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

8^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

9^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

10^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

11^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

12^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

13^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

14^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

15^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

16^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

17^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

18^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

19^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

20^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

21^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

22^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

23^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

24^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

25^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

26^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

27^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

28^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

29^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

30^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

31^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

32^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

33^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

34^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

35^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

36^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

37^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

38^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

39^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

40^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

41^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

42^{es} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 153 r.

bourg a été demandé à 272 3/4 de même que le Paris à 344.

Les affaires ont été bien animées et assez considérables.

En fonds publics, rien n'a changé. Les sympathies du public sont toutes aux valeurs à rente fixe, tandis que les actions à dividende sont complètement délaissées.

On a payé les Lots 156 3/4 et 154; les Chemins russes ont été demandés à 138 3/4 et ne s'offrent qu'à 139.

Les obligations Nicolas se demandent à 115 1/2 et les Consolidées de 1872 ont fait 108 5/8.

Les billets de banque ont maintenu leur dernière cote, tandis que les Certificats de rachat et la rente ont encore progressé.

Les actions des banques ne trouvent presque pas d'acheteurs et les affaires sont nulles.

Rien de nouveau sur le taux de l'Escompte. Les bons effets de commerce à 3-4 mois sont très-rares et ne paient que 5 0/0, tandis que les traites à plus longue échéance font 5 1/2-5 3/4 0/0. En Lombard on fait de 6 à 6 1/2 0/0.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.

Froment. Pour Saxonka et Samarka disponibles on demande 14 1/2 r., à 14 3/4 r., et on offre 14 r., à 14 1/2 r.; on a acheté 2,000 tch. de Saxonka à 14 1/2 r., à livrer en juillet on demande pour froment de Sibirie 13 r., 13 1/4 roubles et on donne 12 r. 60 c., 12 r. 80 c.; pour froment de Soursk livrable en juin 13 r. 75 c., 13 r. 80 c. vendeurs et 13 1/2 r. acheteurs.

Seigle. Pour marchandise sur place et livrable en juin bonne qualité on demande 7 r. 40 c., 7 r. 80 c. et on offre 7 r. 20 c., 7 r. 60 c.; on a vendu au comptant 2,100 tch. du poids de 9 pouds à 7 r. 70 c., 2,000 tch. du poids de 8 p. 30 l. à 7 r. 50 c., 1,500 tch. du poids de 8 pouds à 7 r. 70 c., pour livraison en juin 2,000 tch. du poids de 8 p. 10 l. à 7 r. 30 c. avec 3 r. d'arrhes, 3,000 tch. du poids de 8 p. 30 l. à 7 r. 30 c. avec mêmes arrhes et 3,000 tch. du poids de 9 p. 5 l. à 7 r. 3/4 r. aussi avec mêmes arrhes, mais à livrer en juillet. Le marché est ferme.

Avoine du poids de 6 pouds. Disponible 4 r. 10 c., 4 r. 30 c. vendeurs et 3 r. 90 c., 4 r. acheteurs; pour livraison en juin on a acheté 4,000 tch. à 4 r. avec 2 r. d'arrhes.

Graine de lin. Le marché est calme; marchandise sur place, on demande 14 1/2 r., 15 r. et on offre 14 r., 14 1/2 r. selon qualité; pour qualités moyennes et inférieure 14 r., 12 r. vendeurs et 13 1/2 r., 11 1/2 r. acheteurs.

Chavone. On a vendu au comptant 100 tonnes de qualité supérieure à 38 1/2 r.; disponible : 36 r., 36 1/2 r. vendeurs et 35 r., 36 r. acheteurs.

Flû de chavone. Riew 1^{re} qualité : on demande 37 r., on donne 36 1/2 r.

Lin. Marché calme et sans affaires.

Suif. Marchandise sur place 47 1/4 r., 48 r. vendeurs et 47 r. acheteurs; à livrer en août on demande 49 r. Expédié : 27 r. contre 47 1/2 r. en 1872.

Potasse de Kasan 1^{re} qualité. Acheté 150 barils à 30 r. Expédié 1,131 bar. contre 1,100 bar. en 1872. Stock 2,494 barils.

Esprit 40°. Pour livraison de mai à juillet les fabricants ont vendu une partie à 95 c., livraison en août-septembre 40,000 védro de la nouvelle distillation à 85 c. et en novembre-mai 140,000 védro à 74 1/2 c.

Huile de tournesol. Marchandise sur place de Saratov 6 1/2 r. vendeurs.

Huile de chénevis. Vendu 50 barils disponible à 4 r. 55 c., 4 r. 60 c.; pour livraison juin et juillet on demande 4 r. 55 c., 4 r. 90 c.; on offre 4 r. 75 c., 4 r. 80 c.

Sucre de betterave. De 6 r. à 6 r. 30 c. vendeurs et de 5 r. 90 c. à 6 r. 25 c. acheteurs, selon qualité.

Indigo. Acheté : 10 caisses de Bengale disponible à 120 r.

Colon. Le marché est sans affaires; Orléans disponible, qualité moyenne, 11 1/4 r. vendeurs; on donne 11 r.

Pétrole. Pour livraison au 1^{er} janvier on a vendu 2,000 barils à 2 r. 80 c. avec 10 r. d'arrhes par baril.

Faits divers.

L'Union du Sacramento (Californie) raconte une audacieuse tentative qui avait pour

but de faire évader le nommé Mortimer, détenu dans la prison de cette ville et condamné à la peine de mort pour crime d'assassinat. C'est dans la nuit, à une heure et demie du matin, que l'affaire s'est passée.

Le député shérif Mamel L. Cross, qui était de garde à la prison du comté, s'endormit lorsqu'il fut soudain réveillé par le bruit d'une sonnette placée au-dessus de la porte qui s'ouvre sur la cour de la prison. Assez surpris qu'on eût tiré le cordon de cette sonnette à pareille heure, il prit son revolver et se dirigea vers la porte, qu'il entra ouvrit avec précaution.

Après avoir regardé attentivement dans la cour, ne voyant personne et n'entendant aucun bruit, il se décida à descendre vers la porte de la rue. Arrivé à cinq pas de cette porte, un léger bruit le fit retourner, et alors il aperçut à quelque distance, éclairé par les rayons de la lune, un homme pieds et tête nus, vêtu d'un paletot qu'il avait mis à l'envers, le visage en partie caché par un mouchoir blanc qui lui servait de masque, et tenant à la main un revolver armé avec lequel il le couchait en joue.

En dépit de son déguisement, cet homme fut aussitôt reconnu par le geôlier pour un individu qui s'était présenté plusieurs fois, sous le nom de Williams, pour visiter la prison, et avait demandé à voir Mortimer. Cross avait alors cru remarquer entre le visiteur et le prisonnier une ressemblance qui lui avait donné à réfléchir. En se retournant, d'une façon aussi inopinée, en présence de l'étranger, et le voyant prêt à tirer, il se laissa glisser sur les genoux et fit feu deux fois avec rapidité.

Le premier coup atteignit Williams au-dessus de la sein droit, le second le frappa à la bouche. Il laissa alors échapper le revolver qu'il tenait à la main et prit la fuite dans la direction des cellules, poursuivi par Cross, qui le vit s'arrêter à la porte de Mortimer. Là, il s'affaissa et expira sans prononcer une parole.

Le bruit des détonations avait été entendu du dehors, et en peu de temps nombre de citoyens, qui habitent dans le voisinage de la prison, accoururent pour prêter, s'il était besoin, main-forte aux gardiens. Quant à Mortimer, dès qu'il fut informé de ce qui s'était passé, il en parla littéralement ébahi. Il supplia qu'on lui permit de voir le cadavre pour s'assurer si c'était réellement, comme il l'entendait dire, celui de son frère; mais cette permission lui fut refusée.

On constata que l'homme tué s'était introduit dans la cour de la prison au moyen d'une échelle qui lui avait servi à escalader le mur de clôture. Au moment de sa mort il était armé de deux revolvers, et avait sur lui seulement 26 livres.

Il y a quelques jours, dans un café de Roanne, le hasard a amené aux dominos un coup extraordinaire qui a pu être ensuite retourné à force de patience et de calculs.

Un joueur a fait domino, tandis que son partenaire et l'un de ses adversaires n'avaient pas placé un seul dé. Voici comment cela s'est passé :

M. Jules D... c'est le joueur gagnant) avait en main le double cinq, le six et blanc, et deux et cinq, le blanc et cinq, l'as et blanc, le trois et blanc et le quatre et blanc.

M. Jacques B..., le quatrième joueur, placé à droite de M. Jules D..., avait le six et cinq, le deux et blanc, le double blanc, le cinq et quatre, le cinq et trois, le cinq et as et les trois et deux.

MM. Alexis P... et Félix N..., les deux autres joueurs avaient les autres dés.

Maintenant suivons la partie :

M. Jules D... pose le double cinq, MM. Alexis P... et Félix N..., boudent, M. Jacques B... pose la partie se continue, et MM. Alexis P... et Félix N..., boudent toujours. M. D... enfin fait domino, et M. Jacques B... reste avec le deux et trois, tandis que les deux autres joueurs restent chacun avec leurs sept dés sans avoir pu jouer une seule fois.

C'est là, d'après les joueurs expérimentés, un des coups les plus bizarres du domino et nous n'avons pu résister au désir de le mentionner.

(Journal de Loanne.)

Eaux minérales. — Soirées musicales avec M^{lle} Claudia Rizza, Baumann, et M^{lle} Joyeux, Flaire

L'assemblée se composait de 65 actionnaires, qui représentaient personnel-
lent et en vertu de procurations toutes les actions de la Société.

LES MAGASINS BASTIDE

seront définitivement fermés samedi soir le 19 mai.

VENDREDI ET SAMEDI

Vente à tous prix des quelques marchandises et coupons qui restent encore.

AVIS

M. Tanty, propriétaire du **Grand-Hôtel**, a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient d'ouvrir un restaurant français, pour la saison d'été, au Jardin Tarsow, pont d'Izmailovsky (concert Arban).
La cuisine y sera l'objet de soins tout particuliers et la cave a été composée de manière à satisfaire à toutes les demandes.
De grands et de petits salons de 10 à 200 couverts viennent d'être complètement installés pour les repas de corps ou les dîners particuliers de commande.
Un dîner du jour est à la disposition du public, de 4 à 7 heures, moyennant le prix de 1 r. 50 c., y compris l'entrée au concert du soir: on délivre les contremarques à la caisse.

Dîner du samedi 19 mai.

MENU.

Potage, au choix: (Stchy vert.
Consommé aux œufs pochés.
Saumon sauce aux Câpres.
Roastbeef à la Duchesse, sauce Madère.
Pois à la française.
Ortolans rôtis (Salade).
Pommes à la Condé.

N. B. En payant la consommation, on est prié de consulter la carte.

BAINS D'EMS

Ouverture de la saison le 1^{er} mai.

Cabinets de lecture, théâtre, réunions, etc. Communication rapide et commode avec le Rhin et tous les pays du monde par le chemin de fer de Nassau.

AVIS.

Du 16 (28) mai jusqu'au 20 août (1^{er} septembre) tous les jours trains de plaisir de **Vibourg** par le canal de **Saima** à la chute d'eau d'**Imatra**.
Vente de billets à l'hôtel d'**Imatra** à Vibourg au prix de 3 r. 50 c.
Le passage au-dessus de la chute se fait par une « gondole volante. » 1367
Vibourg, mai 1873.
La direction de la Société « **Imatra**. »

AVIS.

Le conseil d'administration de la Banque du Nord par actions pour le commerce et l'industrie à Vyborg a l'honneur de porter à la connaissance du public que la susdite Banque vient de fonder à St-Petersbourg une commandite sous la raison sociale:

P. Serck & C^e, commandite de la Banque du Nord par actions pour le commerce et l'industrie,

dont le capital est fixé à deux millions de roubles.

Les opérations de la commandite comprendront l'achat et la vente des fonds publics pour son compte et pour le compte des clients, l'encaissement et l'escompte des titres tant russes qu'étrangers, et spécialement l'échange des billets de banque finlandais et la négociation des traites sur la Finlande et les pays scandinaves. Des rapports réguliers mettront la commandite à même d'établir un change direct pour les opérations à effectuer avec ces pays.

En même temps la commandite fournira des traites, mandats et lettres de crédit circulaires sur les villes principales et villes de bains. Elle accordera des avances sur fonds publics, actions, lettres de gage et connaissements et elle ouvrira des comptes sur nantissement de valeurs publiques.

La commandite recevra des versements à terme fixe et sur compte-courant, elle ouvrira des souscriptions à toute espèce d'actions et d'obligations et elle se chargera par commission d'opérer des souscriptions et de réaliser des capitaux pour des entreprises à fonder.

LA DIRECTION

DE LA

BANQUE D'ESCOMPTE

DE ST-PETERSBOURG

à l'honneur d'informer MM. les actionnaires que le 2^e versement de 75 roubles sur les actions de la 2^e émission devra être effectué jusqu'au 30 juin prochain.

Les versements opérés avant ce terme porteront intérêt sur le même pied que les comptes-courants ouverts par la Banque.

Les actionnaires qui n'auront pas effectué leurs versements à la date fixée, se verront appliquer les stipulations des art. 12 et 13 des statuts de la Banque.

1600

WIESBADE

Thermes alcalins salins d'ancienne renommée, connus depuis des siècles (30—50° Réaumur).
Cure non interrompue pendant toute l'année.

Les thermes de Wiesbaden contiennent près de 900 cabinets de bains. En outre: Etablissements hydrothérapiques. Bains de baignoires de sapin, russes, romains-irlandais, de vapeur et de natation. Bains minéraux et médicaux de toute espèce. Etablissement de gymnastique orthopédique. Electricité. Etablissement ophthalmologique renommé. Cure de petit-lait et de lait de chèvre. Eaux minérales de toutes les sources connues et de première fraîcheur.

Tous les jours, concerts donnés par l'orchestre municipal des bains dans les magnifiques salons de Conversation, dans les jardins et près des sources. Musique militaire, concerts extraordinaires et Matinées musicales. Cabinet de lecture contenant 150 journaux. Salons de jeu, Cafés et Restaurants. Billards. Parcs et Trinkhalle. Théâtre royal richement subventionné. Bals et Réunions. Chasse et Pêche.

En automne: Grande course de chevaux (en plaine et steeple-chase).
Climat excellent, situation magnifique et environs charmants à proximité du Rhin. Excursions par bateau à vapeur et chemin de fer dans le Rhingau, an Johannisberg, à Radesheim, dans la vallée de la Nahe, à Mayence, Darmstadt et Francfort.

R. M. 1131

Correspondance directe par chemin de fer dans toutes les directions.

La direction municipale des bains de Wiesbaden: F. Heyl.

En vente chez **E. MELLIER**, libraire de la Cour Impériale,

au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à Saint-Petersbourg.

Ouvrages sur la science des ingénieurs, chemins de fer, constructions, mécanique, machines, hydraulique, chauffage, ventilation, arpentage, nivellement, géodésie, perspective, canaux, etc.

(SUITE ET FIN).

GAUDRY. Traité élémentaire et pratique de la direction, de l'entretien et de l'installation des machines à vapeur. 2 vol. in-8°; prix 5 r. 25 c.
— Guide pratique de la construction, de l'emploi et de la conduite des machines agricoles en général, et des machines à vapeur rurales en particulier. 1 vol. in-12; prix 35 c.
GAUTHY. Œuvres. 3 vol. in-4°; prix 21 r.
— Traité de la construction des ponts. 2 vol. in-8°; prix 10 r. 50 c.
— Mémoire sur les canaux de navigation. 1 vol. in-8°; prix 7 r.
GÉRARDIN. Théorie des moteurs hydrauliques. 1 vol. in-8° avec un atlas contenant 25 planches. 1872; prix 7 r.
GIFARD. Notice théorique et pratique sur l'injection automatique brevetée propre à l'alimentation des chaudières à vapeur et à l'élevage de l'eau. 1 vol. in-4°; prix 1 r. 25 c.
GOUIN et LÉCHATELIER. Recherches expérimentales sur les machines locomotives. 1 vol. in-4°; prix 2 r. 10 c.
GRIMAUD de CAUX. Des eaux publiques et de leur application. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 10 c.
— Essai sur les eaux publiques et sur leur application aux besoins des grandes villes. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 60 c.
GUERARD. Du choix et de la distribution des eaux dans une ville. 1 broch. gr. in-8°; prix 90 c.
GUIDE DU CHAUFFEUR et du propriétaire des machines à vapeur, par MM. Gravelle et Jaumez. Première partie: 1 vol. in-8° avec atlas; prix 3 r. 60 c. Deuxième partie: 1 vol. in-8° avec atlas; prix 3 r. 50 c.
GUETTER. De l'emploi pratique et raisonné de la fonte de fer dans les constructions. 1 vol. gr. in-8° avec un atlas du même format; prix 10 r. 50 c.
GUILLEMIN. Les chemins de fer. 1 vol. in-12 illustré; prix 80 c.
HATON de LA GUILLEMERIE. Traité des mécanismes. 1 vol. in-8°; prix 3 r. 50 c.
HERMITE. Cours d'analyse de l'école polytechnique. Première partie. 1 vol. in-8°; prix 4 r. 90 c.
HODKINSON et FAIRBAIRN. Recherches expérimentales sur la résistance et les diverses propriétés de la fonte de fer. De l'application de la fonte, du fer et de la tôle dans les constructions. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 65 c.
HUGUES. Tables des volumes de terrassements dans les déblais et les remblais des chemins de fer, canaux, routes, etc. 1 vol. in-4° oblong; prix 6 r. 30 c.
JACQUET. Tracé général des courbes de raccordement. 1 vol. in-8° cartonné; prix 2 r. 10 c.
JACQUIN. De l'exploitation des chemins de fer. 2 vol. in-8°; prix 6 r. 60 c.
— Les chemins de fer pendant la guerre de 1870-71. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 80 c.
— Des machines à vapeur. 2 vol. in-8°; prix 5 r. 60 c.
JAMIEZ. Cours élémentaire de mécanique industrielle. 2 vol. in-8°; prix 4 r. 90 c.
JOLY. Traité pratique du chauffage, de la ventilation et de la distribution des eaux dans les habitations particulières. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
JULIEN. Problèmes de mécanique rationnelle. 2 vol. in-8°; prix 5 r. 60 c.

MALÉZIEUX. Travaux des Etats-Unis d'Amérique en 1870. Rapport de mission. 1 vol. in-4° avec un atlas in-4°; prix 24 r. 50 c.
MANGOT. Propositions sur le classement des chemins de fer de l'Etat ou railways royaux. 1 vol. in-8°; prix 90 c.
MANILUS. Cours populaire de calcul différentiel et intégral et de mécanique. 1 vol. in-8°; prix 90 c.
MARBY. Hydraulique. 1 vol. in-12 illustré; prix 80 c.
MARIE. Principes du dessin et du lavis de la carte topographique. 1 vol. in-4° oblong; prix 5 r. 25 c. (avec planches coloriées).
MAHNEFFE. Mémoire sur les simplifications que comportent les principes et les applications de la science du constructeur. 1 vol. in-4°; prix 1 r. 75 c.
— Mémoire sur la pousse et le solide d'égalité résistance des arcs en bois et en fer. 1 vol. in-4°; prix 90 c.
— Recherche de la forme la plus utile à donner aux murs de revêtement. 1 vol. in-4°; prix 70 c.
MATHIAS. Etudes sur les machines locomotives de Sharp et Roberts comparées à celles d'autres constructeurs. 1 vol. in-8° avec un atlas in-folio; prix 8 r.
MELETT. Description de la machine locomotive de Robert Stephenson et C^e. 1 broch. in-8°; prix 2 r. 45 c.
MINARD. Cours de construction des ouvrages qui établissent la navigation des rivières et des canaux. 1 vol. in-4° avec un atlas in-folio; prix 11 r. 55 c.
MIGNARD. Guide des constructeurs. 2 vol. gr. in-8° avec un atlas in-folio; prix 17 r. 50 c.
MOIGNO. Leçons de mécanique analytique: Statique. 1 vol. in-8°; prix 4 r. 20 c.
MORIN. Aide-mémoire de mécanique pratique. 1 vol. in-8°; prix 3 r. 15 c.
— Résistance des matériaux. 2 vol. in-8°; prix 5 r. 25 c.
— Notions fondamentales de mécanique et données d'expérience. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 65 c.
— Notions géométriques sur les mouvements et leurs transformations ou éléments de cinématique. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
— Expériences sur les roues hydrauliques à aubes planes et sur les roues hydrauliques à augets. 1 vol. in-4°; prix 3 r. 15 c.
MORIN. Des machines et appareils destinés à l'élevage des eaux. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 65 c.
— Etudes sur la ventilation. 2 vol. in-8°; 6 r. 30 c.
— Manuel pratique du chauffage et de la ventilation. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
— Hydraulique. 1 vol. in-8°; prix 3 r. 15 c.
NORMAND. Parallèle de diverses méthodes du dessin de la perspective. 1 vol. in-4° accompagné d'un atlas in-4°; prix 10 r. 50 c.
OLIVIER. De la cause du déraillement des wagons sur les courbes des chemins de fer. 1 broch. in-8°; prix 70 c.
— Mécanique usuelle. 1 broch. in-12; prix 45 c.
OPPERMANN. Visites d'un ingénieur à l'exposition universelle de 1867. 1 vol. gr. in-8° avec un atlas du même format; prix 6 r. 30 c.
OSMAN BONNET. Leçons de mécanique élémentaire. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 60 c. (Première partie.)

PALAN. Dictionnaire des chemins de fer. 1 fort vol. gr. in-8°; prix 7 r. 70 c.
PAMBOUR. Traité théorique et pratique des machines locomotives. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 80 c.
— Théorie de la machine à vapeur. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 80 c.
— Calcul de la force des machines à vapeur. 1 broch. in-8°; prix 90 c.
— Théorie des machines à vapeur. 1 vol. in-4° avec un atlas in-folio oblong; prix 17 r. 50 c. (Edition de Liège: 12 r. 60 c.).
PÉCLET. Nouveaux documents relatifs au chauffage et à la ventilation des établissements publics. 1 vol. in-4°; prix 3 r. 15 c.
PÉCOT-OGIER. La Russie et les chemins de fer russes. 1 vol. in-12; prix 70 c.
PELLESIER. De la conduite des machines locomotives. 1 vol. in-12; prix 1 r. 05 c.
PERDONNET. Traité élémentaire des chemins de fer. 4 forts vol. in-8°; prix 24 r. 50 c.
— Notions générales sur les chemins de fer. 1 vol. in-12; prix 1 r. 75 c.
— Nouveau portefeuille de l'ingénieur des chemins de fer. 3 vol. in-8° de texte et un atlas in-folio cartonné; prix 78 r. 75 c.
PETITCOLIN et CHAMONT. Portefeuille des principaux appareils, machines, instruments et outils employés actuellement dans les différents genres de l'industrie française et étrangère. 2 vol. in-4° oblongs cartonnés; prix 14 r. (1 vol. de texte et 1 vol. atlas de 88 planches).
PIERRE DE MONESTRIER. Dialogues sur la mécanique. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 10 c.
— Calcul des poutres métalliques à poutres droites et continues. 2 vol. in-4°; prix 4 r. 40 c.
PIILLET-WILL (comte). De la dépense et du produit des canaux et des chemins de fer. De l'influence des voies de communication. 1 vol. in-4°; prix 14 r.
PIOBERT. Expériences sur les roues hydrauliques à axe vertical. 1 vol. in-4°; prix 1 r. 40 c.
PLAISANT. Notes sur la mécanique suivies de quelques applications. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
POINOT. Eléments de statique. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 10 c.
POISSON. Traité de mécanique. 2 vol. in-8°; 7 r.
POLONCEAU. Considérations générales sur les causes des ravages produits par les rivières à pentes rapides et par les torrents. 1 broch. in-4°; prix 1 r. 40 c.
— Notice sur l'amélioration des routes en empierrements. 1 vol. in-4°; prix 2 r. 45 c.
PONCELET. Traité de la construction des ponts-levis. 1 broch. in-8°; prix 90 c.
— Mémoire sur la stabilité des revêtements et de leurs fondations. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
— Introduction à la mécanique industrielle, physique ou expérimentale. 1 vol. in-8°; prix 4 r. 20 c.
— Traité des propriétés projectives des figures. 2 vol. in-4°; prix 14 r.
— Expériences hydrauliques sur les lois de l'écoulement de l'eau. 1 vol. in-4°; prix 4 r. 90 c.
PORTERFUEILLE DE JOHN COCKERILL. Ouvrage complet relié; prix 80 r.
— Le même. Nouvelle série: Machines, locomotives et matériel de chemins de fer, ponts en fer, navires à vapeur, dragueurs, machines-outils, etc., 1^{re} et 2^e livraisons; prix 7 r. (in-folio).
POUJARD-HIEU. Les chemins de fer et le crédit en France. 1 vol. in-12; prix 1 r. 5 c.
PRESLE. Traité de mécanique rationnelle. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
RIVAT-DESCHANEL. Cours élémentaire de mécanique. 1 vol. in-12; prix 1 r. 25 c.
PRONY. Leçons de mécanique analytique. 2 vol. in-4°; prix 10 r. 50 c.
PRUD'HOMME. Cours pratique de construction. 2 vol. in-8°; prix 5 r. 25 c.
PUISSANT. Traité de géodésie. 2 vol. in-4°; prix 14 r. (1842).
PUVIS. Mémoire sur l'endiguement des cours d'eau. 1 broch. in-4°; prix 55 c.
REUTENBACHER. Résultats scientifiques et pratiques destinés à la construction des machines. 1 vol. gr. in-8°; prix 5 r. 25 c.
— Principes de la construction des organes des machines. 1 vol. gr. in-8° avec un atlas de 45 planches; prix 7 r.
RECH. Machine à air d'un nouveau système. 1 vol. in-4°; prix 2 r. 10 c.
— Cours de mécanique d'après la nature générale flexible et élastique des corps. 1 vol. in-4°; prix 4 r. 20 c.
— Théorie générale des effets dynamiques de la chaleur. 1 vol. in-4°; prix 2 r. 10 c.
DES REFORMES A OPERER dans l'exploitation des chemins de fer. 1 vol. in-12; prix 1 r. 25 c.
REGNAUD. Traité pratique de la construction des ponts et viaducs métalliques. 1 vol. in-8° avec un atlas in-4° relié; prix 8 r. 75 c.
REGNAUD. Cours pratique d'arpentage. 1 vol. in-12; prix 55 c.
RESAL. Eléments de mécanique. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 60 c.
— Traité de cinématique pure. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 10 c.
REULLEUX. Le constructeur. Tables, formules, règles, calculs, tracés et renseignements pour la construction des organes des machines. 1 fort vol. in-8° avec 714 gravures dans le texte; prix 7 r.
RICHARD. Aide-mémoire général et alphabétique des ingénieurs. 2 vol. in-8° avec un atlas; prix 10 r. 50 c.
ROFFIAEN. Traité descriptif et raisonné des constructions hydrauliques. Première partie: Hydraulique. 1 vol. in-8°; prix 3 r. 50 c. Deuxième partie: Constructions maritimes. 1 vol. in-8°; prix 3 r. 50 c.
ROLLAND. Méthode pratique pour l'établissement des ponts et ponceaux dans la confection des projets de routes et chemins. 1 vol. in-4°; prix 1 r. 25 c.
ROLLET. Cours élémentaire et pratique du chauffage, de l'entretien et de la conduite des chaudières à vapeur. 1 vol. in-4° avec planches; prix 2 r. 10 c.
SALME. Traité de perspective théorique et pratique. 1 vol. in-12; prix 55 c.
SCHWABE. Etude sur les chemins de fer anglais. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c. (avec une carte des chemins de fer de Londres et de ses environs).
SÉRAPON. Etude sur les chemins de fer, les tramways et les moyens de transport en commun à Paris et à Londres. 1 vol. in-8° cartonné; prix 2 r. 80 c.

SGANZIN. Programme ou résumé des leçons d'un cours de construction avec les applications. 6^e édition complétée par Roffiaen. 1^{re} et 2^e livraisons. 1 vol. in-4° avec un atlas in-folio broché; prix 7 r.
SONNET. Notions de mécanique. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
STURM. Cours d'analyse de l'école polytechnique. 2 vol. in-8°; prix 4 r. 75 c. (Quatrième édition).
— Cours de mécanique de l'école polytechnique. 2 vol. in-8°; prix 4 r. 75 c.
SYSTÈME ATMOSPHÉRIQUE. Enquête pour le chemin de fer de Londres à Epson accompagnée du rapport de M. Stephenson sur le chemin de fer de Dalkey à Kingstown. 1 vol. in-4°; prix 3 r. 50 c.
RECUEIL DE TABLES à l'usage des ingénieurs, faisant suite à l'ouvrage sous le même titre de R. Génieys, et formant le deuxième volume. 1 vol. gr. in-8°; prix 4 r. 40 c.
TAPPE. Application de la mécanique aux machines les plus en usage. 1 vol. in-8°; prix 3 r. 15 c.
TALLICHET. Les chemins de fer suisses et les passages des Alpes. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
TAPIE. Traité élémentaire sur les machines à vapeur. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
TARIES et TABLEAUX divers pour le cubage et le classement des bois. 1 vol. in-12; prix 1 r. 5 c.
THIBAUT. Application de la perspective linéaire aux arts du dessin. 1 vol. gr. in-4° avec planches; prix 17 r. 50 c.
THORNT. Arpentage et géodésie pratiques. 1 vol. in-4°; prix 2 r. 10 c.
TIMMERMAN. Traité de mécanique rationnelle. 1 vol. in-8°; prix 3 r. 50 c.
TREDGOLD. Traité des machines à vapeur et de leur application. 1 vol. in-8° avec un atlas in-4° cartonné; prix 10 r. 10 c.
TRIPON. Traité élémentaire de topographie et de lavis des plans illustré de nombreuses planches coloriées avec soin et précédé de notions de géométrie. 1 vol. in-4° oblong; prix 3 r. 20 c.
VIEILLE. Cours complémentaire d'analyse et de mécanique rationnelle. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 45 c.
— Eléments de mécanique. 1 vol. in-8°; prix 2 r. 80 c.
VILLARDEAU. Sur l'établissement des arches de pont. 1 vol. in-4°; prix 4 r. 20 c.
VILLEVERT. Chemin de fer. Construction des travaux d'art, tunnels, maisons de garde, barrières, plates-formes, ballast et voies. Texte et dessins-types. 1 vol. in-4°; prix 8 r. 75 c.
VINDRINET. Guide pratique pour le tracé des chemins de fer. 1 vol. in-8°; prix 1 r. 75 c.
WITH. Les machines, leur histoire, leur description, leurs usages. 2 vol. in-8°; prix 5 r. 60 c.
— Manuel aide-mémoire du constructeur des travaux publics et de machines. 1 vol. in-12; prix 90 c.
— Les accidents sur les chemins de fer, leurs causes, les règles à suivre pour les éviter, augmenté d'une préface de A. Perdonnet. 1 vol. in-12; prix 70 c.
VYERT. Notice sur les ponts avec poutres tubulaires en tôle. 1 vol. gr. in-8° avec un atlas in-folio cartonné; prix 5 r. 25 c.